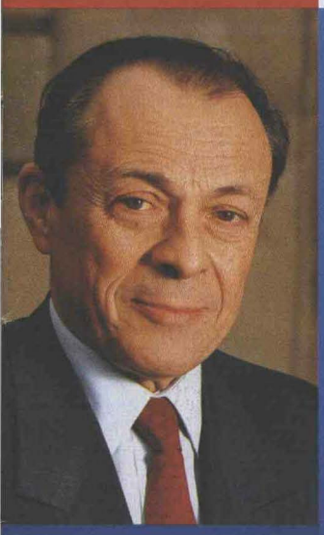
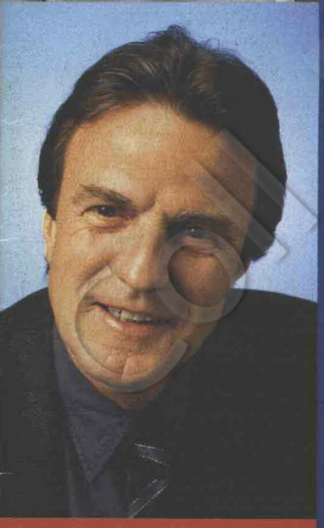
Vendredi

10 juin 1994

L'hebdomadaire des Socialistes







Pour la gauche pour l'Europe

votez Europe solidaire

n° 232
10 F
ISSN 0995-0583

Fondation Jean-Jaurès

La boutique de Vendredi

La route est parfois longue avant d'arriver sur votre lieu de vacances ; c'est pourquoi nous avons choisi des articles qui amélioreront sérieusement votre confort et votre sécurité en voiture.



UN AUTOVENT À ÉNERGIE SOLAIRE

Il aère votre voiture en permanence tout en gardant les vitres fermées. Il abaisse la température de l'habitacle même après un long stationnement, ou en cas d'embouteillage en plein soleil.



LE KWIK PARK

Il augmente votre visibilité et vous permet de vous garer facilement. En regardant dans votre rétroviseur intérieur, vous pouvez voir la totalité du véhicule qui vous suit. Les bus l'utilisent déjà !



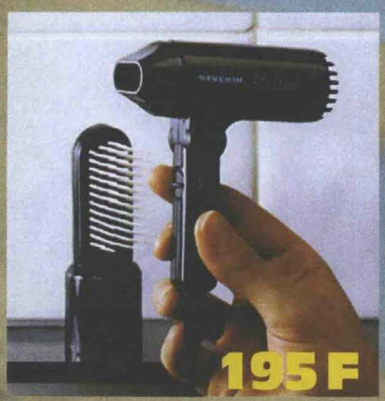
LE RÉTROVISEUR PANORAMIQUE :

Il augmente votre champ de vision et diminue l'angle mort. Il permet de garder un contact visuel avec les passagers arrière, et de surveiller les enfants.



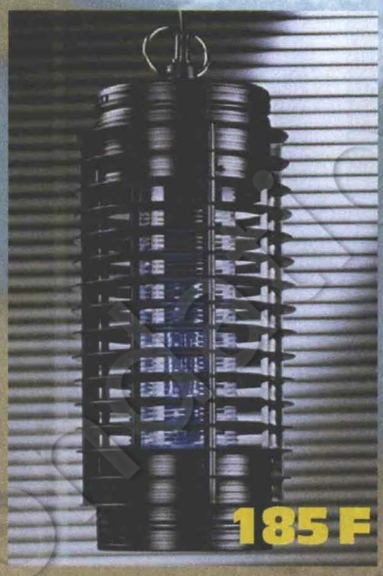
UN ORGANISATEUR DE COFFRE

Ses quatre grandes poches en toile Oxford, très résistante, vous permettront de ranger tous les accessoires qui encombrent votre coffre : outils, bidons, trousse de premiers secours... dégageant ainsi de l'espace pour vos bagages.



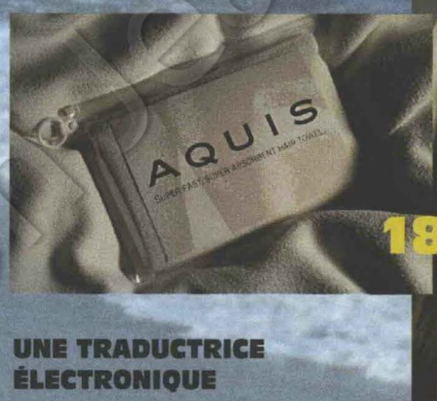
UN SÈCHE-CHEVEUX MINIATURE

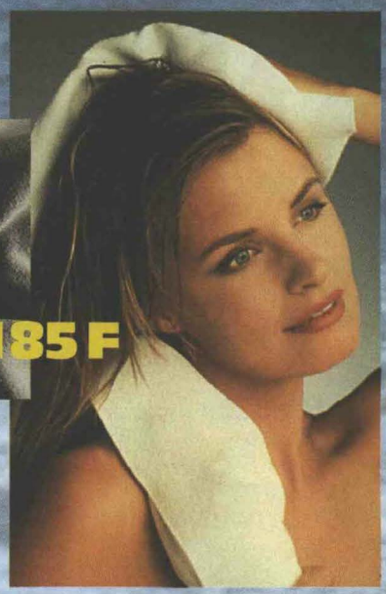
Vous serez surpris par sa puissance (250 w) et sa légèreté. Spécialement conçu pour le voyage, il vous permettra de réussir tous vos brushings. Pour votre sécurité, il est équipé d'un interrupteur à 2 positions et d'un dispositif contre la surchauffe. Livré avec brosse adaptable et un embout pour concentrer l'air chaud.



UNE LAMPE ÉLECTRONIQUE ANTI-INSECTES

Elle vous débarrassera instantanément, dans un rayon de 30 m, de tous les moustiques, mouches, guêpes... Sans aucun danger, sa lumière à ultra-violets attire et foudroie ces indésirables. Pour vos longues soirées d'été sur la terrasse...





LA SERVIETTE AQUIS

Cette serviette légère et douce, mise au point aux USA, est fabriquée en microfibre super absorbante. Elle sèche en quelques frictions vos cheveux (idéale pour les cheveux craignant la chaleur des sèche-cheveux électriques). Livrée dans une pochette imperméable. Très pratique et facile à caser dans un sac de sport.

UNE TRADUCTRICE ÉLECTRONIQUE

Cette petite merveille de l'électronique est une traductrice Français-Anglais-Allemand très performante, grâce à sa capacité de plus de 90.000 mots. D'un fonctionnement simple, elle sert de calculatrice et convertit les monnaies. Fonctionne sur pile.

375 F





Pour tout achat supérieur ou égal à 500 F, La Boutique de Vendredi vous offre ce réveil électronique de voyage d'une valeur de 65 F.

8 Désignation de l'article	Quantité	Prix unité	Prix total

Nom.....Prénom.....

Votre adresse: .....

..... tél. : .....

Frais d'expédition inclus. Règlement par chèque bancaire joint à la commande à l'ordre de **"Vendredi", 10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07-Tél. : 45 56 79 03**

Délai de livraison : 3 semaines, France métropolitaine seulement. **Offre garantie jusqu'au 30 juin.**

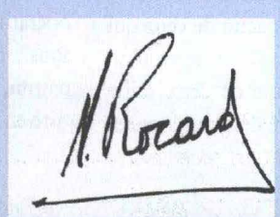


Rassembler

Au congrès de Bordeaux, en juillet 1992, j'avais expliqué combien l'élection présidentielle est structurante. A Montlouis, en février 1993, j'avais appelé à faire bouger les lignes. Nous avons commencé aux Etats généraux, puis au Bourget. Nous avons continué, avec d'autres, dans les Assises de la transformation sociale. Dès demain, il nous faudra faire un pas de plus sur cette même trajectoire.

Passé le 12 juin, les échéances qui suivent sont la présidentielle et les municipales. Elles produiront des effets durables. La gauche, alors, sera donc durablement divisée ou, au contraire, durablement rassemblée. Et comme il n'est pas question de se résigner à une droite au pouvoir pour des années, il nous faut nous rassembler. C'est tout le sens de la nouvelle alliance. Vous tous, qui me lisez, êtes invités à en faire partie, à y attirer vos amis, vos relations, tous ceux qui espèrent une gauche ouverte et généreuse. Qu'importent les réticences initiales. Elles étaient prévisibles et prévues. Mais jamais nous ne nous résignerons à l'émiettement de la gauche. Nous rassembler est un devoir.

Mais pour que cela puisse se faire, il faut, dès dimanche, éviter le piège de la dispersion. Pour que la gauche se reconstruise, il ne faut pas commencer par l'émietter. Bref, pour que l'avenir de la France et l'avenir de l'Europe soient ceux dont nous rêvons, il faut, dimanche, voter, et voter bien.



Cette semaine

4 BRUITS ET CHUCHOTEMENTS

6 DOSSIER

- *Europe : pour une majorité de gauche*

10 POLITIQUE INTÉRIEURE

- *Michel Rocard propose la "nouvelle alliance"*
- *L'Europe sociale contre l'Europe des marchands*
- *En campagne contre le chômage*

14 SOCIAL

- *Centres d'hébergement : la cote d'alerte*
- *Transports aériens : dérégulation sauvage et dumping social*

16 VILLES ET RÉGIONS

- *Politique de la ville : le cri d'alarme*

17 VENDREDI IDÉES

- *Les "Annales" ou comment s'écrit l'histoire*

22 POLITIQUE INTERNATIONALE

- *L'Europe pour assurer la paix*
- *Algérie : l'engagement de l'Europe*
- *Les conservateurs bitanniques au bout du rouleau*

26 MAGAZINE

31 L'INVITÉ

- *Jean Daniel*



«Le 13 juin, je prendrai les initiatives nécessaires pour donner corps à cette "nouvelle alliance".» P.10

Vous retrouverez votre page courrier dès la semaine prochaine



P. 23 "Puisse s'organiser partout le dialogue pour la paix des pays du monde..."

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon – *Co-directeur de la Publication* : Didier Leconte – *Directeur* : Sylvie Bezançon (78.82) – *Vendredi-Idées* : Alain Bergounioux
RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04) – *Politique* : Jean-Pierre Bedei (78.73) – *Economie* : Monique Grima (78.70) – *Société* : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72) – *Villes et Régions* : Chrystie Lipani (78.55) – *Magazine* : Françoise Roby (78.55) – *Vendredi-Idées* : Bernard Chaouat (79.01)
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) – Vanda Gervasio (78.58)
PHOTO : Pascal Lebrun (78.53)
ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES : Marie-Lou Le Bras (78.57) – Sabine Sebah (78.56)
SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) – Binh Vu Trong (78.46)
PUBLICITÉ : J.-J. Gastebois 45 56 78 09, Franck Accart 45 56 79 03 - Fax : 45 56 79 40
FABRICATION : *Maquette* : Christine Lovinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris – IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône – ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000
CRÉDIT PHOTO : Chesnot /Sipa-Press (p.4) ; Poincet/Sygma (p. 5) ; V. Kessler/Sipa Press (p.6) ; P. Lebrun (p.10, p.11, p.12, p.13, p.16) ; A. Pinoges/Ciric (p.14) ; Fourmy/Rea (p. 15) ; Avril (p.16) ; R. Violet (p.17) ; Pool Eoulat/Sipa Press (p.22) ; J. Langevin/Sygma (p.23) ; Hocine/AFP (p.24) ; G. Ferrandis (p.27).
Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

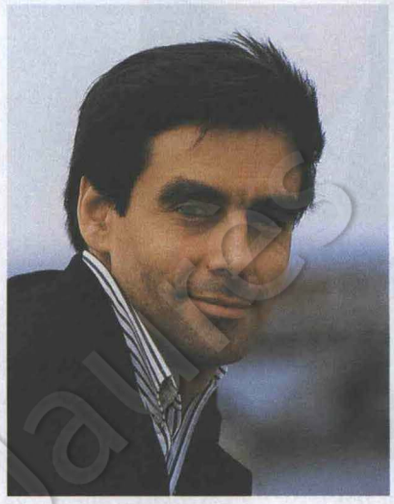
Collection Jean Jaurès

L'EDJ léger, trop léger

Dans le numéro précédant le premier tour des élections législatives de mars 1993, "L'Evénement du Jeudi" croyait informer ses lecteurs en révélant une nouvelle affaire Urba. Cette fois-ci, selon l'hebdomadaire, l'argent occulte aurait transité, de 1983 à 1988, par un compte de la Banque industrielle de Monaco. Une banque mise en faillite un an plus tard. Le journaliste évoquait des sommes de plusieurs centaines de millions de francs provenant de marchés conclus à l'étranger par des grandes sociétés immobilières. Pour la 1ère Chambre du TGI de Paris, saisie pour diffamation par un ex-employé d'Urbatechnic cité en initiales dans l'article, le journal avait tout faux. Témoignages et preuves insuffisants, "manque d'objectivité", "vue partielle des informations", le tribunal épingle ainsi cet article au titre pourtant mirobolant : "Monaco : une nouvelle piste de l'argent noir de la politique". Ce jugement ne fera pas deux pages dans l'hebdo mais lui coûtera 30.000 F de dommages et intérêts.

Lapsus...

Lors du débat sur les manipulations génétiques, la fécondation artificielle et les risques encourus par la société, le ministre de la Recherche, Monsieur François Fillon, a prononcé quelques phrases dont une n'a pas été reproduite intégralement dans le Journal Officiel. Crime de lèse-ministre ? Sûrement pas. Précaution pudique, au contraire : elle contenait un lapsus, trop révélateur pour être officialisé. Au cours de son discours, le ministre n'avait-il pas parlé de "manipulations... génitales"? Ah, ces démocrates-chrétiens et leurs non-dits !



Claude Estier

4 juin

De Bernard Tapie on est habitué à entendre tout et n'importe quoi. Mais qu'à propos de ses tribulations avec la justice il ose évoquer la persévérance de Nelson Mandela pendant ses années de prison, voilà qui dépasse les bornes !

5 juin

Derniers sondages avant le scrutin de dimanche prochain. Sont-ils plus fiables que les précédents alors que le pourcentage d'abstentions semble devoir atteindre un record ? En outre, d'une enquête à l'autre, l'écart demeure sensible, la liste conduite par Michel Rocard étant créditée de 13,5 % ou 14 % par l'IFOP, de 17 ou 18 % par la SOFRES tandis que la liste UDF/RPR varie elle-même de 28 à 32 %. Comme prévu, la dispersion favorisée par le scrutin proportionnel national porte préjudice aux deux principales listes. Quels que soient les résultats du 12 juin, ils ne pourront donc servir de référence ni pour la majorité, ni pour le Parti socialiste. Et si certains imaginent qu'un mauvais score de celui-ci ouvrirait la voie à je ne sais quelle opération de déstabilisation du premier secrétaire, ils commettent une grave erreur : c'est tout l'effort de redressement accompli depuis un an qui serait remis en cause !

6 juin

Peut-on, en ce jour anniversaire, parler d'autre chose que de cette folle entreprise que fut, il y a cinquante ans, le débarquement des armées alliées en Normandie ? Pour une fois, on ne se plaindra pas de la compétition entre nos médias pour nous montrer les meilleures images de l'événement ou nous faire entendre les témoignage de ceux -Américains, Britanniques, Canadiens et aussi quelques Français- qui sont revenus sur les lieux où ils ont connu le jour le plus long de leur vie sous le feu des batteries allemandes.

Aujourd'hui encore on s'émerveille que cette extraordinaire opération mêlant l'audace et la ruse -car le commandement ennemi fut totalement pris de court à la fois par le moment et par l'endroit chosis pour le débarquement- ait pu réussir en quelques heures à créer une tête de pont suffisamment solide pour qu'à partir d'elle s'ouvre la route -Paris libéré le 25 août- qui allait conduire les Alliés jusqu'à Berlin. A cette réussite, nos libérateurs ont payé un lourd tribut dont témoignent les milliers de croix blanches des cimetières militaires de Normandie. Que ce souvenir demeure ancré dans notre mémoire collective comme dans celle des générations suivantes pour nous rappeler, ce qui n'est jamais superflu, quel est le prix de la liberté.

De Villiers : le hasard fait bien les choses

C'est sûrement un effet du hasard si les promoteurs du spectacle du Puy-du-Fou ont choisi la période actuelle pour lancer une campagne de promotion sur les ondes et dans la presse. Cela tombe bien avec la campagne des européennes du vicomte de Villiers, créateur du spectacle et actif mécène de cette manifestation dans sa Vendée natale. Ainsi, son omniprésence médiatique s'en est trouvée culturellement complétée. Qu'en dira la Commission des comptes de campagne, si tatillonne lors des législatives ?

Un patron peut-il être responsable mais pas coupable ?

La levée de boucliers de la caste patronale à l'annonce de la détention préventive de Didier Pineau-Valencienne, qui vient d'être libéré sous caution, a fait suite au violent émoi créé par l'incarcération d'un des leurs après la décision du juge belge Van Espen. Au chœur des frères éplorés de l'establishment économico-financier étaient d'ailleurs venus s'adjoindre bon nombre de politiques, diplomates et journalistes. Parmi eux, des présidents d'entreprises nationales qui ont agi sans autorisation de leur conseil d'administration ni avis de leur actionnaire principal, l'Etat. DPV a ainsi eu droit a des égards bien particuliers, dignes d'un grand de ce monde. Pourtant, aucun de ceux qui se sont émus ne peut assurer qu'un patron d'un groupe de cette taille n'ait pas à répondre des faits et gestes d'une de ses filiales. Ce sont de petits actionnaires belges qui, s'estimant spoliés lors d'une OPA, ont actionné la justice de leur pays. Elle s'est, dès lors, penchée sur des opérations financières jugées "douteuses" de l'ensemble du groupe. Un grand avocat d'affaires belge dit sa stupeur devant l'ampleur des réactions françaises alors que le juge, francophone, peu soucieux de sa pub, est un parfait connaisseur des finances et n'a pu, selon lui, délivrer de mandat d'arrêt à la légère. "Ce n'est pas le premier dossier de ce type qu'il traite. Il est vrai que dans les sociétés off shore, les fraudes sont toujours possibles", reconnaît-il. "Nous ne sommes jamais sûrs à 100 % des opérations financières que nous faisons", reconnaît, en écho, un grand patron, signataire de l'appel corporatiste en faveur de DPV.

Transaction pénale : la loi de l'argent dans les prétoires

L'une des dispositions du plan pluriannuel pour la justice de Pierre Méhaignerie n'a pas fini de susciter des remous. Si elle était votée, elle permettrait à des personnes accusées de délits passibles de moins de trois ans de prison d'échapper à la justice moyennant le versement d'une somme. L'intention pourrait paraître louable : remédier aux classements sans suite par le parquet et à la surpopulation pénale. Il n'empêche que, parmi les infractions ainsi exonérées de jugement, figurent les vols, les abandons de famille, mais aussi, et c'est plus grave, les accidents de travail, les atteintes au droit du travail ou à la législation économique. Les syndicats de magistrats réagissent avec une belle unanimité contre ce projet qui risque de favoriser la délinquance en col blanc et les inégalités de traitement entre les justiciables. Certains magistrats soulignent "le risque d'une confiscation de l'action pénale par les victimes", qui doit rester à l'autorité judiciaire, et la nécessité d'un jugement pour faire cesser le trouble à l'ordre public que représente tout délit. En somme, une privatisation rampante.

"Présent" veut diffamer en paix

Chaude ambiance au Palais de justice de Paris, lundi dernier. On a assisté à une mobilisation en masse des militants du Front national, appelés à la rescousse par leur quotidien favori "Présent". Prêts à en découdre, avec, à leur tête, Bruno Gollnisch, Jean-Yves Le Gallou et Bernard Antony. La LICRA avait assigné le journal pour diffamation et incitation à la haine raciale contre les jeunes "beurs" des banlieues. Un article paru en novembre les accusait d'alimenter le désordre, en des termes insultants. Stupeur du nombreux public : l'avocat de "Présent", Georges-Paul Wagner, présentait une "offre de preuve" en citant, comme témoin à l'appui de l'article, le maire divers-droite de Montfermeil, Pierre Bernard. Un sympathisant déclaré du FN condamné pour racisme pour avoir voulu priver d'accès aux maternelles de sa commune des jeunes élèves d'origine étrangère. Un comble ! Refusant cette parade, l'avocat de la LICRA, Maître Zaoui, a proposé que le tribunal dissocie cet incident de procédure du jugement au fond. Requête acceptée. "Si l'on admet que des preuves puissent être apportées à des affirmations racistes, par nature générales, c'est toute la loi de 1972 sur le racisme qui est menacée", note l'avocat. La XVIIe Chambre se prononcera le 4 juillet prochain.

Quand les néo-fascistes s'en prennent aux homosexuels

"Si cela ne tenait qu'à moi, j'enverrai tous les homosexuels en camp de concentration". Extrait choisi d'une récente déclaration de Piero Buscaroli, candidat aux élections européennes sur la liste italienne "Alliance Nationale". Des propos racistes et insupportables dans la bouche d'un responsable qui, comme par hasard, est aussi journaliste dans un support appartenant au groupe Berlusconi. Afin de dénoncer cette discrimination, les associations d'homosexuels ont appelé à une manifestation à Paris. Elles étaient soutenues par des associations de lutte contre le racisme et des partis politiques de gauche, dont le Parti socialiste.



A vos agendas

Juin 1994

- **Samedi 11**
  - *Journée de réflexion "L'avenir du transport aérien", organisée par le secteur Entreprises du PS. Espace Moncassin, 75015 Paris. 9 h 30 à 17 h 30.*
- **Dimanche 12**
  - *Elections européennes en France.*
- **Mardi 21**
  - *Fête de la musique.*
- **Mercredi 22 et jeudi 23**
  - *Sommet du PSE à Corfou.*
- **Dimanche 26**
  - *Séminaire "Aménagement du territoire" à Orléans. Participants : groupe des experts, secteurs aménagement du territoire, collectivités locales, agriculture/ruralité, ville, la FNESR, les groupes socialistes de l'Assemblée, du Sénat et du conseil régional d'Ile-de-France.*

Juillet 1994

- **Vendredi 1er**
  - *Conseil national*

Les 2 et 3, tous à

La fête du Parti

au parc paysager de La Courneuve

- **Du vendredi 8 au mardi 12**
  - *Stages d'été à La Rochelle organisés par le secrétariat national à la Formation du PS.*
- **Vendredi 15, samedi 16 et dimanche 17**
  - *XIVe Rencontres d'Avignon. Délégations Culture, FNESR et PS à l'occasion du Festival international du théâtre.*
- **Dimanche 17**
  - *Internationale socialiste : université d'été à Rome. Formation des cadres des partis d'Europe de l'Est.*

Septembre 1994

- **Du jeudi 1er au dimanche 4**
  - *Université d'été à Port d'Albret, Vieux-Boucau dans les Landes. Retenez vos dates...*
- **Samedi 3 et dimanche 4**
  - *Séminaire du PSE en Allemagne.*
- **Mardi 20**
  - *Journée internationale de la paix.*

Pour la quatrième fois depuis 1979, les citoyens de l'Union européenne vont élire au suffrage universel leurs 567 représentants au Parlement européen, 87 pour la France. Le choix qu'ils feront entre une Europe solidaire que défendent les socialistes européens -en France, la liste conduite par Michel Rocard-, et une Europe du laisser-faire, est déterminant pour leur avenir. En effet, le Parlement européen disposera désormais de pouvoirs lui permettant d'imprimer au modèle européen de société les valeurs de justice sociale, de démocratie et de paix portées par les membres du PSE. Encore faut-il qu'il y soit majoritaire. C'est possible le 12 juin. Cela dépend de vous.

ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Pour une maj

Elisabeth Guigou, ancien ministre des Affaires européennes, dixième sur la liste conduite par Michel Rocard, explique l'enjeu principal de l'élection européenne du 12 juin.



Quel est l'enjeu du vote du 12 juin ?

Elisabeth Guigou : Les citoyens européens vont devoir choisir entre une Europe libérale ou une Europe sociale et solidaire. Autrement dit, entre une vaste zone de libre-échange, appendice d'un marché mondial non régulé, et une Europe qui a la volonté d'affirmer un message de solidarité et qui ne renonce ni au progrès économique ni au progrès social. Là se situe l'enjeu fondamental de l'élection du Parlement européen.

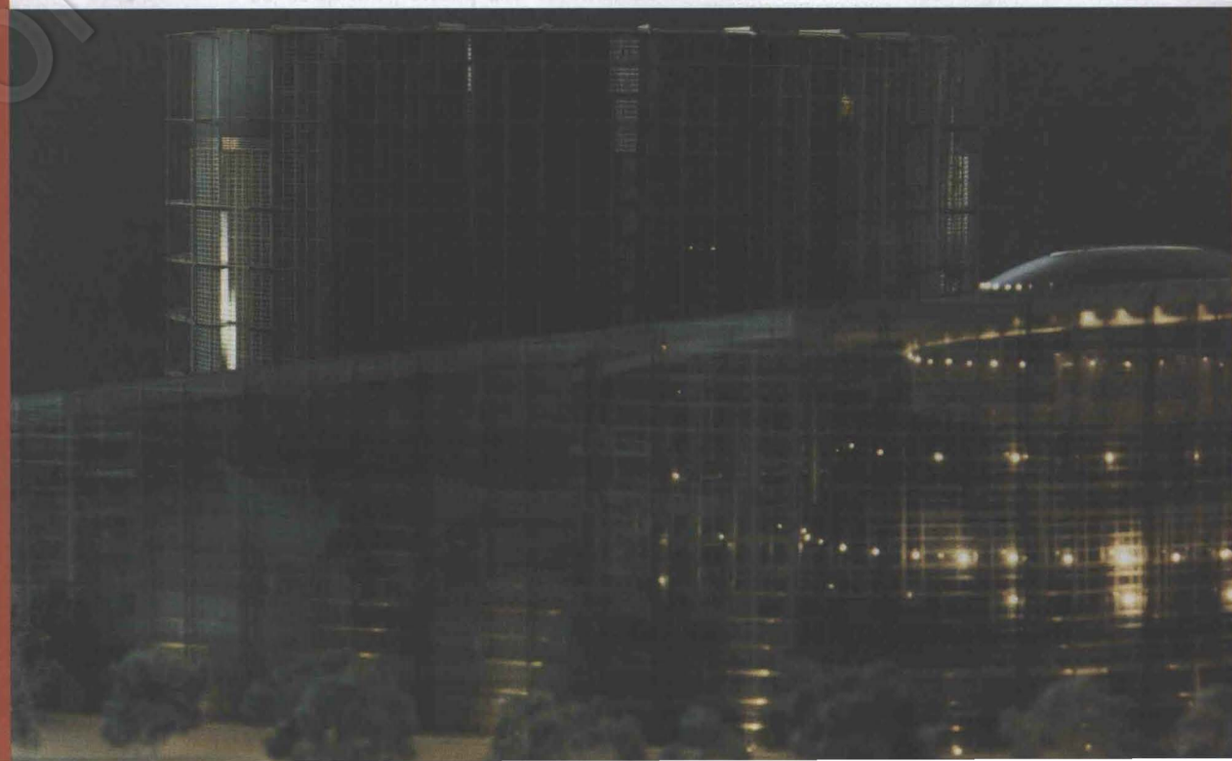
On sait en effet que, sur les questions du chômage ou du financement des systèmes de protection sociale, des réponses différentes sont possibles. Les recettes libérales, communes à tous les partis et gouvernements conservateurs, reposent notamment sur une baisse des salaires -en commençant par ceux qui sont les plus fragiles (cf le CIP)-, un démantèlement de la protection sociale, une soumission aux pays qui ont des modèles de développement très différents du nôtre. Et ce, paradoxalement, au moment où Bill Clinton essaie de donner un coup d'arrêt à la pauvreté en instaurant un système de sécurité sociale pour tous.

L'autre voie, pour les pays européens, est l'affirmation haut et fort de leur volonté de maintenir un modèle de société fondé notamment sur un niveau élevé de protection sociale. Des réformes sont, certes, nécessaires, comme la maîtrise des dépenses de santé, mais elles doivent rester compatibles avec l'objectif affirmé. C'est une question de choix.

Et concernant l'emploi ?

E. G. : Cette grave question exige que toutes les pistes possibles soient explorées, à chaque niveau d'intervention : européen, national, local. On ne peut pas tout demander à l'Europe. Mais elle seule peut, par exemple, peser pour que se mette en place une organisation économique mondiale assortie d'une clause sociale. Son action est primordiale aussi pour relancer l'activité économique, notamment par la réalisation des grands travaux transeuropéens (TGV, autoroutes, réseaux de télécommunications) proposés par le Livre Blanc de Jacques Delors que le Conseil européen de Bruxelles a approuvé dans son ensemble en décembre 93. Leur financement par un emprunt, lui aussi approuvé à Bruxelles, est malheureusement actuellement bloqué par les ministres des Finances -et particulièrement par le ministre français, Edmond Alphandéry-, au prétexte qu'il endetterait l'Union européenne, qui ne l'est pas aujourd'hui. Pourtant, en France, la droite n'a pas hésité à augmenter la dette publique de 1.000 milliards depuis son retour au pouvoir…

Pour le reste, de nombreuses dispositions peuvent être mises en œuvre sur le plan national et local ;



Maquette du nouveau Parlement de Strasbourg.

Coll. Fondation Jaurès

orité de gauche

ainsi en va-t-il, dans l'entreprise, de la recherche d'une organisation du travail avant le recours systématique au licenciement. Ainsi en est-il aussi de la création d'emplois de proximité ou du partage du travail. Pour l'Union européenne, l'objectif est, en tout état de cause, d'assurer la protection des plus fragiles et la justice sociale, et de promouvoir une société dans laquelle chacun puisse trouver sa place. Si les socialistes sont majoritaires au sein du Parlement européen -que le traité de Maastricht a doté de pouvoirs renforcés- ils pourront y faire prévaloir leurs idées. Le Parlement européen est un lieu privilégié pour peser sur les gouvernements.

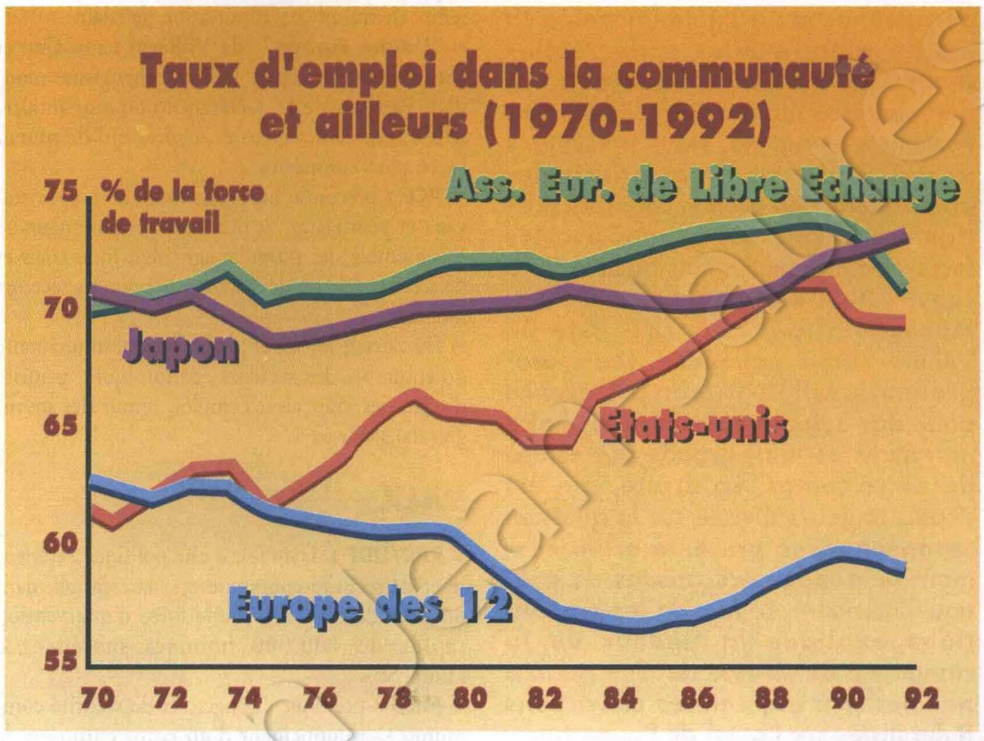
L'UE doit-elle être unie sur le plan politique ?

E. G. : C'est indispensable pour faire prévaloir l'Europe solidaire sur la zone de libre-échange, et la paix sur la guerre. C'est par défaut d'Europe politique, qui n'en est encore qu'à ses balbutiements, qu'on n'a pu empêcher la guerre dans l'ex-Yougoslavie, ni imposer la paix de l'extérieur. L'Europe n'est cependant pas morte à Sarajevo. N'oublions pas qu'elle a réussi à établir la paix entre la France et l'Allemagne, ce qui est un fait récent.

Par ailleurs, une Europe forte sur le plan politique, tout en étant décentralisée, ne signifie nullement qu'on ne puisse pas faire la grande Europe jusqu'aux frontières de l'ex-URSS. Cette perspective souhaitable n'est pas antinomique -bien au contraire- avec l'existence d'un "noyau dur", avançant plus vite que les autres, jouant le rôle de précurseur, d'éclaireur, pour les entraîner sur le chemin de la prospérité et de la paix pour l'ensemble du continent européen.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain





EUROPE SOCIALE

L'enjeu des prochaines années

L'émergence d'une politique sociale constitue, avec la réforme institutionnelle de 1996, l'un des grands défis que doit relever l'UE dans les prochaines années. Il s'agit à la fois de renforcer sa cohésion politique et d'assurer le développement du modèle européen de société fondé, notamment, sur l'exigence d'un haut niveau de protection sociale.

On sait que, pour les pères fondateurs de l'Europe, le progrès économique devait générer de lui-même le progrès social.

Ce qui explique, en partie, que le volet social soit resté le parent pauvre de la construction européenne, même si, sous la pression des socialistes, là où ils se trouvaient (PE, Commission, Conseil européen), des avancées limitées ont été réalisées au fil des ans (1).

Aujourd'hui, le ralentissement de la croissance et la baisse de compétitivité des économies européennes (face à la concurrence asiatique notamment), la hausse du chômage et de l'exclusion, le vieillissement des populations confrontent tous les Etats membres de l'UE à une réflexion globale sur l'avenir de leurs systèmes sociaux et sur leur compatibilité entre eux et avec le retour à la croissance et la compétitivité. Après son livre blanc "Croissance, compétitivité, emploi", la Commission met en débat un livre vert sur "la politique sociale européenne".

Plus que jamais le rôle des socialistes et des sociaux-démocrates -notamment au Parlement européen- sera déterminant pour s'opposer aux forces libérales (Grande-Bretagne, Pays-Bas, France, Italie, Allemagne) qui, en son sein, prônent, comme remède à la crise économique que traverse l'UE, la remise en cause du modèle européen (démantèlement du droit du travail et de la Sécurité sociale) pourtant unique au monde et qui justifie, avec la paix, la poursuite de la construction européenne.

G. T.

(1) Notamment la libre circulation des travailleurs, l'égalité hommes-femmes, l'hygiène, la santé et la sécurité sur les lieux de travail. Après la charte des droits sociaux fondamentaux, adoptée en 1989 mais d'application limitée, le volet social annexé au traité de Maastricht ouvre une nouvelle étape.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Les programmes comparés

Vingt listes sont en lice pour l'élection européenne du 12 juin. A peine la moitié d'entre elles a de réelles chances de franchir la barre des 5 % nécessaires pour compter des élus au Parlement européen. Nous présentons ici, très brièvement, les principales propositions des grands courants politiques français. On y retrouve les forces traditionnellement hostiles à la construction européenne : PCF, FN, Mouvement des citoyens, liste De Villiers (droite nationale). Leurs programmes reflètent leur préférence pour des solutions nationales, voire nationalistes, aux grands problèmes de notre temps. La droite, qui est depuis toujours divisée sur la question européenne, se présente artificiellement unie, pour des raisons de politique intérieure. Le flou de ses propositions explique la tiédeur de la campagne de sa tête de liste qui n'a pas hésité à abjurer ses convictions fédéralistes sur l'autel de l'opportunisme. Au bout du compte, seuls, ou presque, les socialistes proposent aux Français un projet cohérent, progressiste et réaliste, pour l'Europe de demain, dont dépend, pour beaucoup, l'avenir de notre pays. *(cf. ci-contre)*

CROISSANCE, EMPLOI, SOLIDARITÉ

● **RPR/UDF :** favorable à une politique de grands travaux -mais le gouvernement français refuse de financer l'emprunt qui permettrait sa mise en œuvre- au développement de la recherche et à la génération d'organismes européens de formation professionnelle. Le projet préconise l'aménagement du temps de travail et l'allègement du coût du travail sans atteinte à la protection sociale ! Toutefois, on trouve peu de références à l'Europe sociale de la part de ceux qui siègeront dans le même groupe que les conservateurs britanniques.

● **MRG :** propose un grand programme d'investissements publics et une bonification des taux d'intérêt. Souhaite créer un mécanisme de péréquation des coûts salariaux pour éviter les délocalisations à l'intérieur de l'UE. RMI pour tous les Européens. Charte sociale obligatoire.

● **"L'autre politique" (Mouvement des citoyens) :** opposé au traité de Maastricht, milite contre le franc fort, pour la baisse drastique des taux d'intérêt et l'abandon des critères de convergence. Propose un programme d'investissements industriels, une politique commerciale fondée sur la préférence communautaire et la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

● **"L'autre Europe" (de Villiers) :** anti-Gatt et anti-Maastricht, rejette le libre-échangisme mondial. Partisan de la préférence communautaire, refuse l'entrée des biens et services qui détruisent les emplois européens.

● **PCF :** préconise un programme de grands travaux et veut élargir la préférence communautaire à l'ensemble des produits agricoles, industriels et de service. Clause de sauvegarde pour les secteurs menacés.

● **FN :** extension de la préférence communautaire à l'ensemble des secteurs économiques, priorité d'accès des Français à l'emploi, retour des immigrés dans leur pays.

PAIX

● **RPR/UDF :** favorable à une politique extérieure et de sécurité commune et à la création, dans un délai de cinq ans, d'une force d'intervention rapide de 100.000 hommes succédant à l'Eurocorps.

● **MRG :** politique étrangère et de sécurité commune. Développement d'un corps européen de défense, accompagné de la fusion institutionnelle de l'UEO et de l'UE.

● **"L'autre politique" :** simple harmonisation des politiques étrangères des Etats membres. Préservation par la France de ses propres forces de défense et de dissuasion.

● **"L'autre Europe" :** renforcement des moyens de défense communs dans le cadre de l'UEO.

● **PCF :** opposé à toute intervention militaire de la Communauté. Refus de renforcer l'OTAN et son pilier européen. Réduction des budgets de défense et arrêt définitif des essais nucléaires.

● **FN :** préfère la coopération à l'intégration. Création d'un Conseil de sécurité pour éviter les conflits sur le continent.

LES INSTITUTIONS

● **RPR/UDF :** désignation, pour cinq ans, d'un président du Conseil européen. Modification du système des votes au Conseil des ministres. Renforcement du pouvoir de codécision et du contrôle du PE sur le Conseil et la Commission. Elargissement rapide à la Grande Europe.

● **MRG :** fédéraliste. Favorable à une constitution déterminant les compétences de l'Europe. Renforcement du PE. Un Président pour l'UE, élu au suffrage universel indirect.

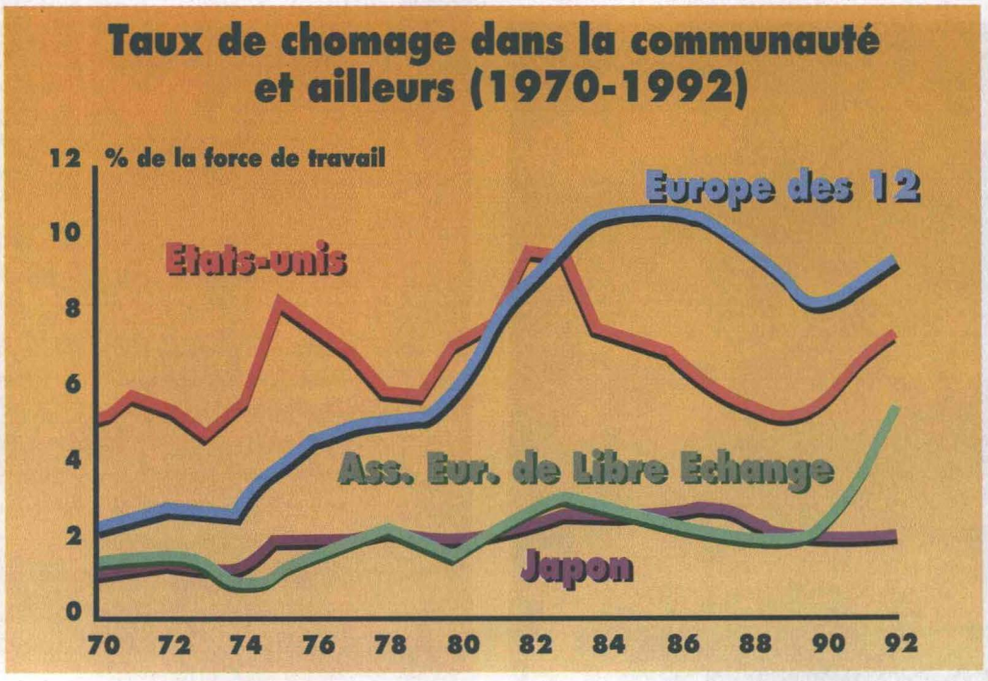
● **"L'autre politique" :** élargissement rapide du Conseil européen aux chefs d'Etat de l'Europe de l'Est, Russie incluse. Priorité aux parlements nationaux.

● **"L'autre Europe" :** abandon du traité de Maastricht. Opposé à la supranationalité ; le Parlement français se prononce sur tous les actes européens. Interdiction du vote en France des ressortissants communautaires.

● **PCF :** maîtrise effective de la politique européenne par chaque parlement national. Diminution des prérogatives de la Commission.

● **FN :** Confédération de l'Europe des patries, dont le rôle est limité à l'économie et à la défense. Suppression de la Commission. Primauté du droit français sur le droit européen. Interdiction du vote en France des ressortissants communautaires.

Julie Denham



Pour une Europe démocratique, pacifique et solidaire

Les socialistes français, comme leurs homologues des onze autres Etats membres de l'UE, tous rassemblés au sein du Parti des socialistes européens (PSE) ont, depuis longtemps, fait le choix de l'Europe. Une Europe solidaire, démocratique et pacifique.
De la force du groupe du PSE au Parlement européen -qui, pour la première fois, sera doté de réels pouvoirs- *(cf. Vendredi n°224)* **dépendra le changement de l'Europe actuelle et la construction, dans les années à venir, d'une Europe de gauche, forte sur le plan économique et social et unie politiquement.**

Rappel des principales propositions des socialistes

Priorité à la création d'emplois

Avec 18 millions de chômeurs dans l'ensemble de l'UE, la question de l'emploi reste la préoccupation centrale des Européens.
Les socialistes font deux propositions clés :
- Une relance de la croissance par un grand emprunt européen (50 milliards d'écus sur cinq ans) finançant de grands chantiers pour des travaux d'infrastructure (TGV, autoroutes, télécommunications) et d'amélioration de la vie quotidienne (rénovation des banlieues et de leur environnement).
- Une réduction de la durée du travail, si possible concertée au niveau européen.

D'autres mesures : politique industrielle et de recherche volontaire, organisation du commerce mondial assortie de clauses sociales, monnaie unique, devraient aussi permettre le passage d'une politique économique libérale à une politique économique volontaire.

La paix, un acquis à savoir exporter

Si la paix est un acquis entre les douze Etats de l'Union, la tragédie yougoslave exige sa consolidation et son exportation sur l'ensemble du continent européen. Les socialistes proposent, au delà du traité de l'UE, qui jette les bases d'une politique étrangère et de sécurité commune ainsi que d'une politique de défense commune :
- Une diplomatie préventive commune visant à identifier à temps les crises et à préparer des réponses.
- Une force d'intervention européenne destinée à assurer les conditions d'une défense commune, mais aussi à être mise au service de l'ONU pour imposer ou rétablir la paix.
- L'introduction dans la Charte de l'ONU des droits d'ingérence humanitaire et d'ingérence démocratique.

Ces mesures devraient favoriser le passage d'une union économique à une véritable Europe politique capable de peser, y compris par rapport aux Etats-Unis, sur l'orientation du monde.

Une Europe solidaire et socialement organisée

La finalité de l'Union, pour les socialistes, n'est pas la libre circulation des marchandises et des capitaux, mais l'épanouissement de ses citoyens. Construire une Europe solidaire fondée sur une véritable puissance publique, au service de la justice sociale, est l'un des grands enjeux des prochaines années.
Les socialistes proposent :
- Le droit à des conditions de travail et de revenus décentes -notamment l'égalité homme / femme-, garanties par des directives européennes fixant des seuils progressivement croissants.
- Le droit à une protection sociale de qualité.
- L'attribution d'un droit de codécision aux salariés des entreprises européennes, et la possibilité de signature de conventions collectives au niveau de l'UE.
- La création de services publics européens garantissant l'égalité de traitement et de chances là où l'européanisation des services publics nationaux est nécessaire : énergie, transports, télécommunications.
- La définition des règles de développement garantissant une planète habitable pour nos enfants, domaine où des progrès importants ont été réalisés grâce à la pression des députés du PSE.
- Un avenir pour la pêche et, après le Gatt, pour l'agriculture.
- Une meilleure prise en compte de la spécificité des DOM-TOM.
- La libre circulation des personnes à l'intérieur de l'UE, accompagnée, afin de garantir la sécurité, d'un renforcement des coopérations policière et douanière, dans le respect des droits de l'homme et des conventions internationales.

Oser plus de démocratie

Le "déficit démocratique" de l'UE est souvent relevé. Pour que la citoyenneté européenne inscrite dans le traité de l'UE devienne réalité, et que l'UE elle-même fonctionne de façon plus transparente, les socialistes proposent :
- Le droit de vote et d'éligibilité aux élections européennes et municipales pour les nationaux des autres pays de l'UE -et réciproquement.
- La nomination rapide par le Parlement européen d'un médiateur pour l'examen de toute plainte ou requête estimée justifiée.
- Le droit à pétition directe auprès du Parlement européen.
- Le vote à la majorité au sein du Conseil des ministres, l'extension du pouvoir de codécision du Parlement européen qui, désormais, investit la Commission, responsable devant lui.
- L'exercice, pour deux ans, de la présidence de l'Union par une personnalité élue au sein du Conseil européen.
- Les révisions institutionnelles garantissant l'efficacité des décisions de l'UE.
- Une constitution pour l'Europe, qui pourrait être soumise au référendum de tous les citoyens de l'UE, précisant les droits et les devoirs de chaque nation, délimitant les compétences de l'UE et des Etats, et les procédures démocratiques de fonctionnement.

■

Quelques chiffres

■ *En 1992, l'Union européenne a produit plus de 6.740 milliards de dollars de richesses alors que les Etats-Unis n'en produisaient que 5.900, et le Japon, 3.500. Elle constitue ainsi l'un des trois pôles de développement économique dans le monde.*

■ *Les 350 millions de citoyens de l'UE, qui représentent 6,5 % de la population mondiale et 7 % de la population active, produisent 30 % du PIB mondial, soit une part supérieure à celle des Etats-Unis (26 %) et presque le double de celle du Japon.*

■ *L'UE est le premier client de l'UE : les productions des Douze représentent 65 % des produits manufacturés consommés sur le marché intérieur. Hors ce marché, le premier client de l'UE est l'AELE.*

Michel Rocard est le seul présidentiable à avoir eu le mérite de tirer une liste dans la campagne européenne. Il propose une "nouvelle alliance" qui vise à rassembler la gauche pour les prochaines échéances électorales. L'initiative est d'autant plus judicieuse que le scrutin du 12 juin fait apparaître une gauche morcelée. Dès dimanche, les électeurs devront conjurer le risque de dispersion en votant utile, c'est-à-dire socialiste, pour une majorité de gauche au Parlement européen.



LA CAMPAGNE EUROPÉENNE ET LA GAUCHE

Michel Rocard pro

A Créteil, mardi soir, Michel Rocard, entouré de Martine Aubry et de Bernard Kouchner, a proposé aux forces de gauche la construction d'une "nouvelle alliance" dans la perspective de la présidentielle et des municipales. Un pas supplémentaire vers le rassemblement de la gauche.

Rassembler la gauche : du "big bang" à la "nouvelle alliance" en passant par les Assises de la transformation sociale, la démarche de Michel Rocard s'inscrit dans la continuité. Seules les formes changent, s'adaptant au contexte politique. A Créteil, mardi, en proposant une "nouvelle alliance" au service de "la perspective jumelée de la présidentielle et des muncipales", le Premier secrétaire du PS a franchi une nouvelle étape dans le parcours escarpé du rassemblement de la gauche pour réformer la société. Il part d'un constat, renforcé par l'émiettement de la gauche qu'a provoqué la campagne des européennes : "Aucun parti, aucune force ne peut à lui seul porter cet espoir. La rénovation de la gauche et la rénovation du Parti socialiste sont étroitement liées : l'une n'ira pas sans l'autre. Nous avons besoin d'un grand mouvement ouvert qui sache réunir les aspirations militantes d'aujourd'hui, celles qui s'expriment dans les différents partis de gauche, celles des mouvements associatifs, la volonté des femmes d'être présentes dans la vie politique, le souci des intellectuels de n'être pas coupés de l'action et d'avoir un autre choix que celui du repli silencieux ou d'une présence médiatique déformante. S'inscrire dans un mouvement qui fédère toutes celles et tous ceux qui partagent le même objectif de transformation doit être aujourd'hui une ambition commune."

Un terreau existe

L'appel de Michel Rocard vient-il trop tôt ou trop tard ? "Quand on est en difficulté, il faut prendre une initiative", explique Michel Sapin, ancien ministre de l'Economie et des Finances. Or la principale difficulté à laquelle est confronté Michel Rocard pour les européennes est la grande concurrence qui sévit à gauche. D'ores et déjà, il est évident qu'au soir du 12 juin le PS sera la principale victime du nombre élevé de "petites listes". En lançant un nouvel appel au rassemblement de la gauche, à cinq jours du scrutin, Michel Rocard a voulu faire prendre conscience à l'électorat de gauche des risques de "dispersion" qui menaçaient l'opposition et susciter un réflexe en faveur du "vote utile", autrement dit socialiste. Mais à travers son appel, Michel Rocard poursuit un autre objectif : s'affirmer comme le rassembleur de la gauche : "Le rôle de Michel Rocard est

Fondation Jean-Jaurès



pose la nouvelle alliance

de redonner espoir à la gauche, souligne Manuel Valls. L'émiettement peut être mortel pour la gauche aux municipales et à la présidentielle. Le message de Rocard s'adresse aux formations politiques mais aussi aux gens." Et Jean-Christophe Cambadélis ajoute : "Actuellement, il y a un émiettement à gauche et un semblant d'unité à droite. Or, pour les échéances électorales à venir, les appétits de pouvoir seront à droite, alors que la gauche pourra s'appuyer sur des éléments de convergence." Sans nier qu'il existe des désaccords à gauche, Michel Rocard constate : "On ne me fera jamais croire qu'ils peuvent nous empêcher de travailler ensemble concrètement à la justice sociale, à l'emploi, à la transformation de la société et à l'avenir des Français."

Bref, pour le PS, il n'est pas question de se polariser sur les résultats de la liste socialiste aux européennes, mais il convient plutôt d'appréhender l'ensemble de la gauche. C'est dans cet esprit que Michel Rocard annonce : "Dès le 13 juin, je prendrai avec tous ceux qui le pensent nécessaire et le voudront, les initiatives programmatiques, organisationnelles, électorales, utiles pour donner un corps à cette "nouvelle alliance" que je cherche, que nous cherchons depuis des mois dans le pays."

Le terreau pour bâtir cette nouvelle construction politique existe. Les Assises de la transformation sociale ont ouvert la voie. Le pacte unitaire pour le progrès proposé par Robert Hue vise également à briser "l'isolement" du PC. Certes, l'appel de Michel Rocard pour une "nouvelle alliance" a reçu un accueil réservé de la part de certaines organisations de la gauche et des écologistes. Dans un premier temps, cette réaction n'est guère étonnante. Cette semaine, chacune des composantes de la gauche courait sous sa propre casaque pour l'élection européenne. Mais dimanche soir, une fois le poteau d'arrivée franchi, tous les concurrents mesureront sans doute que leur propre score doit les conduire à se rassembler avec le PS s'ils veulent continuer à exister. Déjà, des élus socialistes ont apporté leur soutien à l'initiative de Michel Rocard. Au delà du PS, des personnalités et des organisations politiques sont également intéressées. Charles Fiterman, l'un des animateurs du mouvement "Refondations" estime qu'au lendemain du 12 juin, "il conviendra de prendre toutes les initiatives qui, tirant les leçons du passé, permettront de construire le mouvement large et pluraliste en faveur des objectifs de transformation sociale dont il y a besoin." "L'Alternative démocratie socialisme" (ADS) qui groupe d'anciens communistes se dit prête également à rencontrer le PS.

La semaine prochaine devrait donc être importante pour l'avenir de la gauche. En même temps que les socialistes prendront contact avec leurs partenaires, ils devraient débattre de l'initiative de Michel Rocard. Car si les responsables du PS ne s'opposent pas au rassemblement de la gauche, certains d'entre eux estiment avoir été mis au pied du mur par l'initiative du Premier secrétaire...



Jean-Pierre Bedeï

L'Europe sociale contre l'Europe des marchands

Ancien ministre, Jean-Noël Jeanneney vient de publier un livre (1) qui engage les socialistes à se référer à leurs prestigieux ancêtres pour mieux tracer l'avenir. Il évoque la pérennité du clivage droite/gauche et la construction européenne.



Vous affirmez que le socialisme n'est pas suffisamment "débolchévisé" et qu'il n'est pas encore assez persuadé de sa capacité de durer au pouvoir. Qu'est-ce qui vous permet de penser cela après l'affaiblissement de l'influence communiste et dix ans d'exercice du pouvoir par les socialistes ?

Jean-Noël Jeanneney : La gauche a progressé dans ces deux directions. Mais, en effet, je serais tenté de dire : "Encore un effort camarades !" Car le mouvement n'est pas achevé. Les socialistes en particulier, éprouvent encore à l'égard du pouvoir une certaine mauvaise conscience mêlée à leur attirance. D'où notamment une lecture parfois faussée du passé. On se trompe quand on croit que depuis les débuts de la troisième République la gauche a été très rarement aux affaires. En fait elle y a été plus souvent que la droite. Certes le PS ne dirigeait pas le pays il y a un siècle. Mais on aurait stupéfié les gens de droite, à l'époque, si on leur avait dit que Ferry, Waldeck-Rousseau, Combes ou Clemenceau n'étaient pas à gauche. Or cette erreur historique, fondée sur l'anachronisme, est dangereux pour nous. Il est si confortable de se cantonner dans une fonction "tribunicienne !" On fuit ainsi la difficile nécessité de se colleter avec les réalités, et le courage des compromis -sans compromissions- avec elles. Et on fait grand plaisir à la droite qui se satisfait fort bien de cette répartition des rôles et qui pense : "Agitez donc vos idées généreuses et irresponsables, messieurs de l'utopie, et nous, nous ferons le tri, à l'aune de nos prudences sociales..." De surcroît, si la gauche ne vient au pouvoir que pour de brèves "expériences", du type du Cartel de 1924 ou du Front populaire de 1936, elle sera toujours tentée de raisonner en termes de répartition des richesses et pas de production, ce qui flatte ses démons et l'empêchera de raisonner lucidement sur ses erreurs, la faute étant toujours attribuée par elle aux seuls méchants d'en face. Ce n'est pas autopédagogique !

Quant au poids du marxisme-léninisme... Oui, il me semble qu'il faut clore plus délibérément encore la période ouverte par la greffe extérieure du bolchévisme imposée au socialisme jaurésien au moment du Congrès de Tours de 1920, en finir avec ce qui reste d'"économisme" dans les têtes et, sans ignorer ce qu'a pu être la contribution des communistes français aux conquêtes sociales du siècle, larguer la vision d'une histoire progressant de marche en marche vers le nirvâna rêvé : puisque nous en connaissons désormais les effets ravageurs...

Tout cela m'a conduit, dans cet essai de contribution aux combats de demain, à mettre l'accent sur le passé antérieur à la guerre de 14-18, que les militants connaissent souvent mal et qui peut être pour nous d'une grande fécondité.

Vous liez Jaurès au progrès. Le progrès est-il exclusivement de gauche ?

J.-N. J. : Depuis cent ans, par vagues successives, une bonne partie des droites a rallié, en renonçant aux nostalgies d'un âge d'or prérévolutionnaire, un certain nombre des valeurs des Lumières : beau succès pour celles-ci ! Mais sous l'apparence de l'accord, débusquons la réalité des différences qui persistent. Le progrès ! Quel progrès ? Dans la solidarité toujours affirmée comme prioritaire en complément (et en tension) avec la liberté, ou dans la promotion des plus forts, avec, pour les autres, l'espoir des miettes ?

Ici l'attitude à l'égard du marché est vouée à fournir pour longtemps un critère majeur d'opposition entre droite et gauche (avec, comme toujours, des plages de transition entre les deux camps). D'un côté, le profit comme ressort quasi-exclusif, de l'autre, la doctrine du double secteur, l'Etat faisant jouer des leviers non-marchands pour compenser les effets de l'argent-roi. Nous, nous ne croyons pas à l'harmonie naturelle des intérêts... L'opposition est éclatante, par exemple, dans le domaine des médias. Et c'est dans le même esprit que la gauche a eu le courage historique de réglementer, enfin, le financement des partis et des élections. Rappelez-vous le temps où le RPR, en 1986, voulait autoriser la publicité politique à la télévision. Sinistre projet, et très symbolique, qu'a fait échouer, à l'époque, une alliance des socialistes et du CDS.

Vous préconisez la construction de l'Europe à partir de l'Etat-nation. Comment ?

J.-N. J. : L'Etat-nation est un héritage historique sans prix, et il n'est incompatible ni avec la décentralisation ni avec les délégations des souverainetés au niveau de l'Europe. A condition que le pouvoir essentiel demeure au Conseil des ministres. Vouloir bâtir l'Europe sur les régions serait une folie. Pour balancer la puissance économique, monétaire, militaire des Etats-Unis, il faut un pouvoir politique européen appuyé sur la tradition double de la nation qui fonde et de la solidarité qui soude. Dans mon livre je rappelle notamment ce que les leçons de la Convention de 1792-95 peuvent à cet égard nous inspirer encore.

Dans la campagne des Européennes, les différences sont-elles assez marquées entre la liste Baudis et la liste Rocard ?

J.-N. J. : Certes le double tir croisé de Chevènement et de de Villiers donnent superficiellement le sentiment de rapprocher ceux qui croient qu'il n'est d'Europe influente et forte qu'en avançant à partir de Maastricht, donc d'esquisser cette "République du Centre" qui est une des cibles de mon livre. Mais creusez un peu, et vous retrouvez vite l'opposition que j'évoquais à l'instant : adhésion ou non au primat d'une Europe sociale sur l'Europe des marchands.

Que pensez-vous des positions de Chevènement sur l'Europe ?

J.-N. J. : Je partage son attachement à la tradition du "creuset" jacobin et républicain. Mais à partir de cette base commune, je diverge. Vouloir revenir en arrière par rapport à Maastricht, ce n'est pas



repartir d'un meilleur pied, c'est faire chuter l'Europe et rater le coche de l'Histoire. Et d'ailleurs l'"autre Europe" qu'il évoque est nettement plus floue que ne le sont ses critiques, en partie justifiées, de l'actuelle.

Que nous apprend un an de gouvernement Balladur sur le clivage droite / gauche ?

J.-N. J. : Constamment, pendant que je rédigeais ce livre consacré aux enseignements de la longue durée, je voyais, avec un mélange de satisfaction et de chagrin, la droite au pouvoir apporter des illustrations successives à mon propos. Du côté des médias, en brimant les radios associatives et en favorisant avec impudeur le secteur privé de la télévision (le profit, le profit, vous dis-je !). Du côté de la laïcité, en cédant aux tentations ravageuses de la proportionnelle scolaire. Du côté de l'étranger, en flattant la xénophobie, en écornant le droit d'asile et en heurtant une haute tradition française d'hospitalité aux exilés politiques. Du côté du chômage des jeunes... je vous laisse compléter la liste...

Propos recueillis
par Jean-Pierre Bedeï

(1) "L'avenir vient de loin", Jean-Noël Jeanneney, Seuil, 250 p., 110 F.

COUP D'ŒIL

Proposer une nouvelle alliance en fin de campagne c'est tirer une leçon concrète de cette préparation des élections européennes. Nous avons trop dit que nos peuples sont à la croisée des chemins pour ne pas vouloir peser de toutes nos forces sur le destin. C'est impossible avec la gauche en miettes concurrentes telle qu'on la verra le 12 juin. Pourtant, l'enchaînement des élections présidentielle et municipales dicte l'urgence de fédérer les forces qui devront s'unir vaille que vaille à cette occasion. Et c'est bien maintenant qu'il faut tendre la main et prendre date pour signifier que l'offre est valable quel que soit le résultat électoral de nos partenaires. Du coup, la proposition de Michel Rocard transforme la lecture des scores du 12 juin. On devra comparer le total des voix de gauche au score de la liste gouvernementale. Dans ces conditions, voter socialiste c'est aussi apporter son soutien à la volonté de rassemblement de la gauche.

Jean-Luc Mélenchon

En campagne contre le chômage

La lutte contre le chômage continue pour les socialistes, qui mettent le social au cœur de la campagne.

Après les trois réunions de Fameck, d'Istres et de Grande Synthe, la situation actuelle de la sidérurgie a été analysée lors de la séance de travail du 4 juin du secteur Entreprises. Le risque d'une disparition totale en Lorraine n'est pas écarté. En effet, malgré les efforts incessants et très coûteux de l'Etat, et contrairement aux autres secteurs industriels nationalisés, la sidérurgie ne s'est pas durablement redressée. Pire encore, le recours à une grande échelle à la sous-traitance, l'utilisation abusive des heures supplémentaires, le refus d'appliquer la législation du travail, la régression des acquis sociaux... autant de pratiques qui conduisent Jean Le Garrec a exprimer sa profonde inquiétude face à l'équilibre de la "terreur" qui se trouve ainsi créé. "Le développement d'un sentiment de peur chez les salariés les conduit au repli sur eux-mêmes", explique-t-il après avoir rencontré syndicalistes, représentants des ouvriers et élus. D'autres inquiétudes se font jour sur l'imminence d'une privatisation comme sur l'avenir de la CECA, Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, dont le traité expire en 2002 et ne devrait pas être renouvelé. Une occasion pour l'Union de réfléchir sur sa politique industrielle. Les socialistes doivent s'y préparer. ■

Fondation Jean Jaurès

Centres d'hébergement : la cote d'alerte

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale subissent de plein fouet des coupes budgétaires. Le gouvernement veut-il envoyer à la casse un outil efficace de lutte contre les misères au profit de l'aide d'urgence ?



Avec les beaux jours, la misère, qui continue pourtant de progresser, se voit moins. Le scandale des morts par froid cesse. Restent les innombrables détresses : chômage de longue durée, pauvreté, drogue, maladie, femmes battues, solitude, etc. On estime à plus de 600.000 le nombre de personnes sans logis ou en habitat précaire. Face à ces fléaux, il y a la réponse de court terme : les centres d'accueil de nuit qui apportent passagèrement le gîte et le couvert aux personnes en détresse. Et puis il y a les solutions plus mûries des CHRS (Centres d'hébergement et de réinsertion sociale) qui assurent un suivi social, éducatif, médical. Ils réinsèrent les personnes par le travail et le logement, les restructurent en les remettant au contact des administrations et autres institutions. Il n'est pas rare que ces associations gèrent, par exemple, des logements autonomes mis à la disposition des personnes en voie de réinsertion, ou remplissent des missions de service public comme l'instruction des dossiers du RMI. Un travail qui demande du temps, des personnels (éducateurs, psychologues, médecins), et donc de l'argent. En tout, 30.000 personnes sont accueillies selon des critères précis (hommes adultes, familles monoparentales, etc.) et intégrées à ces structures très sollicitées qui forment souvent la porte de sortie de la galère. L'association de l'Etoile à la Roche-sur-Yon (Vendée) indique que, parmi les personnes qui sortent de ses deux centres, 70 % sont en possession d'un logement autonome, et 50 % d'un contrat de travail ou de formation. A la clé de cette réussite, une demande de motivation et souvent un projet personnel mais aussi une participation financière des personnes prises en charge. Car la pauvreté ce peut être "de ne pas avoir de logement stable et de ne pouvoir se payer que dix nuits en hôtel", note André Lacroix, responsable d'Emmaüs dans la région parisienne.

Or les personnels de CHRS sont inquiets. D'abord parce que les crédits promis par le budget pour 1994 sont insuffisants, malgré une rallonge de 70 millions de francs annoncée en mars par le ministre des Affaires sociales, Simone Veil. Ensuite, parce que le budget de 1995 n'annonce rien de bon. Le gouvernement privilégierait en fait les programmes de pauvreté-précarité à court terme, plus visibles, donc plus payants électoralement. Les résultats d'un tel choix sont énumérés dans "Le livre blanc des catastrophes annoncées". Menaces de dépôt de bilan (Hôtel social Riboud à Lyon, Service provençal d'encouragement et de soutien à Marseille), suppression de postes et d'activités (entreprises d'insertion, actions de relogement), baisse de la qualité des prestations. Les responsables d'un établissement de Rambervilliers (Vosges) s'interrogent : "Devrons-nous ajouter à l'humiliation des mères de se retrouver avec leurs enfants, à la rue, sans ressources, le fait de les accueillir dans un taudis", à la suite de la suppression d'un poste d'entretien ? Autre dommage de l'inertie publique : cette situation va entraîner un relèvement des sommes demandées aux usagers des CHRS, déjà victimes de la crise du logement social. Le centre La Fayette Accueil, du Secours catholique, estime à 7.700 F le niveau de revenu mensuel qu'il sera obligé d'exiger s'il se soumet aux pressions de la DASS. L'association Aurore, à Paris, calcule qu'il lui faudra demander quatre fois plus d'argent à ses utilisateurs que ce qu'elle a perçu d'eux en 1993 !

Pour le responsable d'Emmaüs, "le gouvernement risque d'institutionnaliser l'errance". La solution réside, selon lui, dans un meilleur accès au logement social. Un responsable du Secours catholique "regrette la disparition de toute une catégorie d'emplois de proximité qui permettaient d'employer des personnes peu qualifiées, souvent égarées dans les grandes villes où elles sont venues chercher du travail". Faute de solutions initiées par le haut, le tissu associatif recherche des solutions de réinsertion individualisées. En les décourageant, on entrouvre un peu plus la porte du désespoir.

Gilles Aïdan

L'AFPA se mobilise contre l'exclusion

Face à la montée du chômage et de l'exclusion, l'AFPA (1), vient de signer pour les cinq ans à venir un contrat de progrès avec le ministère du Travail pour créer, notamment, des "parcours d'insertion dans l'emploi" et intervenir dans des programmmes "destinés à lutter contre l'exclusion et à favoriser la cohésion sociale".

Depuis juillet 1993, un groupe de projet, présidé par un homme de terrain, Albert Mollard, directeur régional Rhône-Alpes, a travaillé autour de trois orientations. La première doit permettre aux 22 directions régionales de trouver un meilleur équilibre entre la poursuite de la mission de service public de l'AFPA et l'intégration de nouvelles formations et de nouveaux services correspondant mieux aux attentes des entreprises et des interlocuteurs de proximité. L'AFPA devient l'interlocuteur privilégié de villes -Angoulême, Strasbourg, Lons-le-Saulnier, Amiens-, de conseils généraux (Aude, Corse du Sud, Paris...) par le biais de conventions.

Autre orientation, la définition de formations de plus en plus individualisées, véritables parcours intégrés d'insertion, que l'AFPA proposera en association avec d'autres partenaires : entreprises, associations intermédiaires, entreprises d'insertion.

Dernière piste de travail, la capitalisation des savoir-faire : une banque d'échange d'expériences, réservée aux formateurs, est ainsi mise en place.

Christel Banderier

(1) Association pour la formation professionnelle des adultes.

TRANSPORTS AÉRIENS

Dérégulation sauvage et dumping social

A partir de lundi, la ligne Orly-Londres est ouverte à la concurrence. Pour éviter que la dérégulation du transport aérien n'emporte la plupart des compagnies du continent, les syndicats européens demandent un moratoire qui en suspende l'application.

Air France a perdu 8,5 milliards l'an dernier. Air Portugal, Olympic, Aer Lingus, Alitalia, Iberia... sont au bord de l'effondrement. Mais British Airways va très bien, et KLM, la compagnie néerlandaise, sort du rouge. Comment font-elles ? La manière dont KLM a appliqué la recette British Airways est éclairante : son chiffre d'affaires a augmenté de 5 % l'an dernier, ses dépenses sont restées stables avec 1 % suplémentaire seulement. Ses effectifs ont diminué de 1 %, mais les dépenses de personnel ont chuté de... 8 %. Ce sont les salariés qui ont payé, au prix fort, le redressement de la compagnie.

Aujourd'hui, en Europe, l'heure est à la dérégulation dans les transports aériens. Voulue par Bruxelles au nom du Marché unique et du libéralisme, elle arrive au pire moment. Les compagnies ne se sont toujours pas remises de la guerre du Golfe qui a entraîné la baisse du nombre de leurs passagers alors qu'elles venaient juste de recevoir de nouveaux avions commandés lors des années fastes. L'offre de transport, largement supérieure à la demande, a provoqué une baisse des prix, laissant les compagnies européennes exangues, et entraîné la perte de plus de 35.000 emplois depuis 1991.

Tout a commencé en 1978, quand les USA ont dérégulé leurs transports aériens pour introduire une concurrence entre les compagnies et faire chuter les prix. Pendant quelques années, les tarifs baissent effectivement. La guerre est terrible. Plus de 150 des 170 nouvelles compagnies, créées à l'occasion, font bientôt faillite. Des mastodontes comme la Pan Am disparaissent corps et biens... et les tarifs remontent. Pour les consommateurs, le bénéfice de la baisse des prix a été de courte durée.

"La guerre des tarifs aux Etats-Unis a été dans une large mesure une guerre des salaires entre les transporteurs concurrents qui ont cherché à réduire au maximum les frais de main-d'œuvre" commente la Fédération internationale des ouvriers du transport. Pour survivre, les compagnies ont réduit leurs coûts, essentiellement leurs frais de main-d'œuvre qui en représentent environ le tiers. C'est donc le personnel des compagnies américaines qui a fait les frais de la dérégulation, avec des milliers de licenciements, des baisses de salaire mais aussi des barèmes salariaux à deux vitesses, avec la suppression des emplois stables et la multiplication des contrats à durée déterminée, voire des emplois saisonniers, et une aggravation des conditions de travail qui pèse sur la sécurité des passagers.

Pour les syndicats européens du transport aérien, instruits par l'expérience américaine, l'heure est d'autant plus grave que les décalages entre les législations sociales des différents pays de la Communauté introduisent déjà d'importantes distorsions de concurrence. A salaire égal, British Airways paie 30 % de charges sociales de moins qu'Air France. Elle a, d'autre part, imité les compagnies américaines en se dotant d'une structure à deux étages, avec des conditions de salaire et d'emploi bien inférieures pour le personnel des lignes internes au pays. Selon les syndicats, si l'on ne met pas un terme à ce dumping social, plus de cent mille emplois sont menacés à brève échéance au niveau de l'union européenne.

Au lieu de précipiter les étapes, mieux vaudrait instaurer un moratoire qui permette à la profession de reconstituer ses forces, de mettre en place un autre système de régulation, fondé sur une concurrence équilibrée et socialement acceptable, et de redéfinir les politiques des différentes compagnies. Air France, Air Inter, pour ne citer qu'elles, en ont bien besoin.

Monique Grima

Ravages sociaux sur la Manche

Le 22 juin prochain, 58 marins chinois devraient embarquer sur deux nouveaux ferries de la compagnie britannique P & O reliant Le Havre et Portsmouth. Salaires : 2.700 francs par mois, soit, avec les charges sociales, cinq fois moins que ceux des marins britanniques. Pour fêter l'événement, P & O va appliquer des tarifs promotionnels défiant toute concurrence. Le but est clair, pousser les autres compagnies à la faillite... ou les contraindre aux mêmes types de pratique.

L'emploi d'une main-d'œuvre non européenne sous-payée est scandaleuse, mais légale. Il est conforme aux règles communautaires de transport maritime. Pour s'y opposer, les syndicats français et anglais ont aussitôt bloqué les bateaux de la compagnie, et annoncé leur intention de continuer jusqu'à ce que les Britanniques renoncent à leur projet. Pour eux, c'est une réaction de survie : si P & O réussit son coup, les emplois des 2.000 marins français et des 3.000 marins britanniques ne pèseront pas lourd longtemps.

La dérégulation et la concurrence du Tunnel provoquent des ravages sociaux, sur les flots comme dans les airs.



POLITIQUE DE LA VILLE

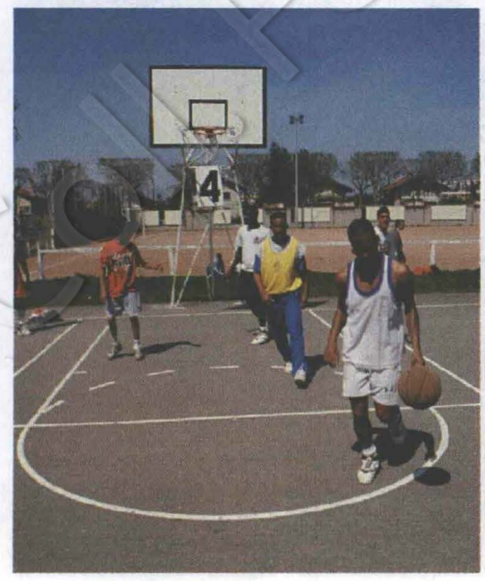
Le cri d'alarme

D'une seule et même voix, les maires socialistes de Rhône-Alpes, réunis à Villeurbanne, dénoncent le manque de conviction du gouvernement en ce qui concerne la politique de la ville. Ils redoutent d'aller vers de grandes difficultés.

Une rencontre au caractère exceptionnel qui a mis en avant le flou et la régression de la politique de la ville menée par le gouvernement Balladur. "Depuis plusieurs mois, elle est au point mort. Et nous constatons une poursuite de la dégradation sociale, a expliqué en préambule, Gilbert Chabroux, maire de Villeurbanne. Nous sommes donc là pour tirer le signal d'alarme, et nous souhaitons nous exprimer collectivement."

Vide politique et abandon

Le fait que le gouvernement ait lancé dès son arrivée au pouvoir un débat parlementaire sur la ville avait suscité quelques espoirs. Aujourd'hui, qu'en est-il ? "Des discours aux actes, la réalité est tout autre, explique Rodolphe Pesce, maire de Valence et porte-parole des maires. Les moyens suivent difficilement et sont nettement insuffisants eu égard à l'importance du nombre de quartiers en difficulté. Les objectifs à long terme n'existent pas. Le vide politique et le sentiment d'abandon sont importants. Le désarroi des populations pourrait mal tourner." Les élus dénoncent "le décalage inacceptable entre les sommes annoncées par l'Etat (1 milliard 100 millions de francs) et la réalité des montants affectés : près d'un tiers seulement". Rodolphe Pesce proteste : "Dans notre région, qui est la deuxième de France par le nombre de quartiers en difficulté, seul le contrat de ville concernant Grenoble a été signé. D'une part, le gouvernement ne tient pas ses engagements et, d'autre part, beaucoup d'actions sur le terrain ne peuvent pas être engagées compte-tenu de l'incertitude qui pèse sur le financement des associations. En outre, l'engagement de l'Etat, sur cinq ans, est quasi inconnu, et plus particulièrement les crédits qui viennent d'autres ministères que celui de la Ville." Jean Auroux, maire de Roanne, ne manque pas de faire remarquer "la confusion des responsabilités, des ministères, et le blocage des décisions qui s'ajoutent aux difficultés" ainsi que "le parti pris du ruralisme du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire alors que 80 % des Français vivent en milieu urbain et ont le sentiment de ne pas être écoutés." Jean-Jack Queyranne, maire de Bron, insiste sur la réduction des dispositifs de sécurité : "Les plans locaux de prévention sont abandonnés, il n'y a plus d'îlotage, alors que, pour ne pas en arriver aux violences, il faut agir en amont."



Des actions de prévention qui associent les habitants.

S'attaquer aux causes de la dégradation

Les élus de Rhône-Alpes ont réaffirmé qu'il fallait s'attaquer autant aux causes de la dégradation qu'à la dégradation elle-même. "Les politiques de l'emploi, du logement, de l'éducation, de la santé... doivent jouer un rôle aussi essentiel que la rénovation urbaine et la réhabilitation des logements." En outre, "il est primordial que toute politique de la ville associe pleinement les habitants, que les maires aient la responsabilité première et la maîtrise des dispositifs mis en œuvre sur les quartiers." Sur le point essentiel de la délinquance, il faut maintenir la complémentarité des actions de répression et de prévention. Enfin, la solidarité nationale doit s'exprimer d'une manière forte en particulier au niveau financier. Les maires sont clairs : "Depuis 1982, les gouvernements socialistes ont appliqué ces principes, même si les moyens ont parfois été jugés insuffisants, mais les politiques engagées ont certainement permis d'éviter les explosions généralisées dont la crainte ressurgit aujourd'hui." Bernard Rivalta, président du groupe socialiste au Conseil général du Rhône, insiste : "La politique de la ville est un travail de longue haleine. L'interruption a provoqué une rupture dans l'esprit des personnes, dans les institutions. La mécanique est cassée et nous mettrons plusieurs années à nous en remettre."



80% des Français vivent en milieu urbain.

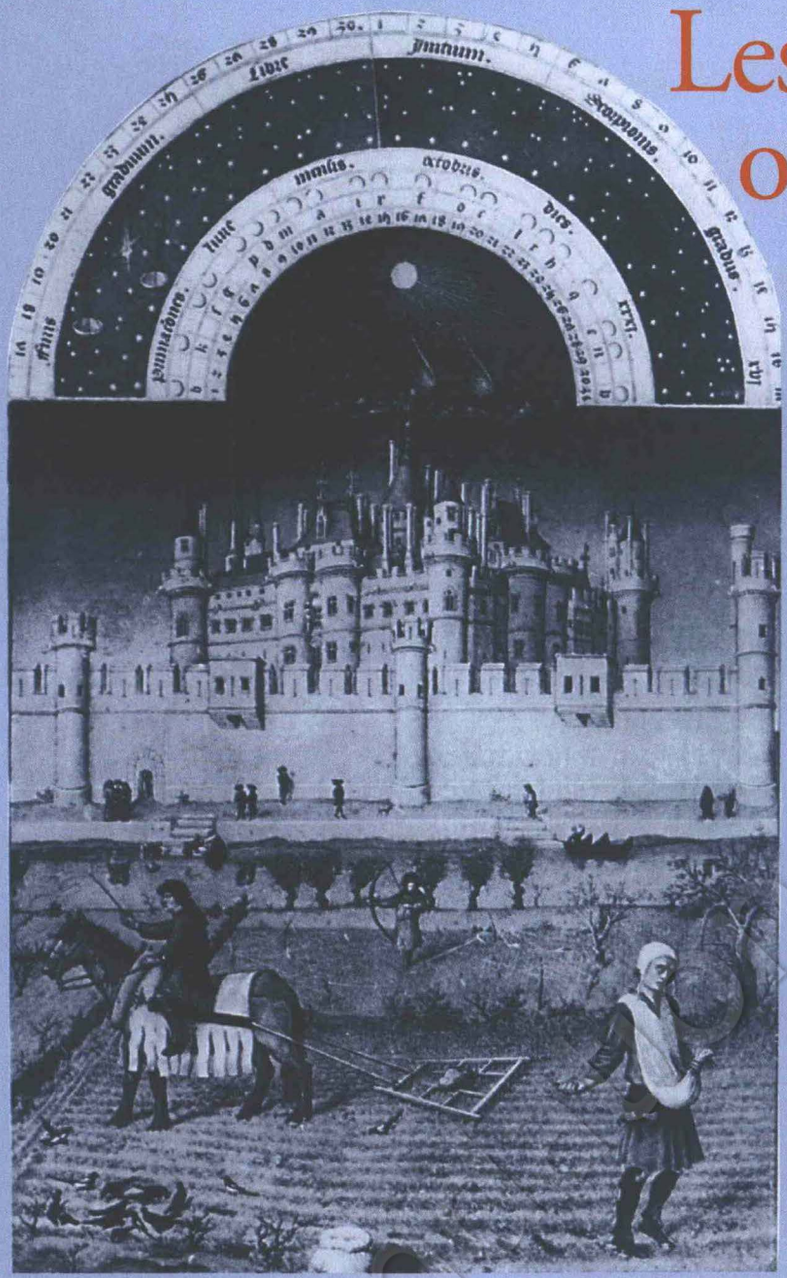
La politique de la ville passe par une volonté ferme de vouloir régler les difficultés. Les élus socialistes de Rhône-Alpes, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, doutent de la volonté du gouvernement. Ils exigent de réels moyens financiers en faveur de la ville ainsi que des solutions nouvelles : "Sans réponse politique, la crise grave est à redouter. Il ne faut pas attendre que les banlieues flambent pour s'occuper de la ville."

Chrystie Lipani

Ont tiré le signal d'alarme :

Outre Gilbert Chabroux, Rodolphe Pesce, Jean-Jack Queyranne et Jean Auroux : Pierre Crédoz, maire de Décines, Henri Bertholet maire de Romans, René Lambert, maire de Francheville. De nombreux maires étaient représentés. Egalement présents, outre Bernard Rivalta : Gérard Collomb, conseiller régional à Lyon, Syvie Guillaume, première secrétaire fédérale du Rhône, Didier Guillaume, premier secrétaire fédéral de la Drôme, Roger Leron, président du groupe socialiste au Conseil régional.

Fonds Pierre Mauroy



Les "Annales" ou comment s'écrit l'histoire

Modèle de rigueur morale et intellectuelle, Marc Bloch a fondé, avec Lucien Febvre, les Annales, qui ont élargi le champ de la recherche historique. De Braudel à Duby, de Le Goff à Leroy-Ladurie, les historiens les plus en vue s'en réclament. Mais alors que jamais l'Histoire, comme grille d'interprétation du présent, n'a autant intéressé nos contemporains, les héritiers des Annales n'échappent pas à la critique. Débat ouvert par trois historiens, François Dosse, Robert Fossier et Jean-Yves Grenier.

Comme le remarque dans son étude François Dosse [1], les fondateurs des Annales participaient de "l'esprit Front populaire". Lucien Febvre avait été au début du siècle "un fervent socialiste", Marc Bloch était favorable au Front Populaire et hostile à Munich. On sait son engagement dans la Résistance et sa mort héroïque. Les principaux collaborateurs de la revue étaient aussi engagés politiquement. Georges Friedmann était procommuniste, Frantz Borkenau appartenait à l'école de Francfort, Georges Bourgin était un ami de Lucien Herr et de Léon Blum. Peu d'historiens contestent l'apport des Annales ni le caractère novateur de son exploration des domaines qui échappaient à la recherche historique : économie, anthropologie, sociologie. Il est clair que, sans les Annales et Marc Bloch, l'Histoire d'aujourd'hui ne serait pas ce qu'elle est. Comment se fait-il que certains taxent aujourd'hui les "Annales"de conservatisme, au point qu'ils en discernent les germes dans les présupposés de ses fondateurs ? Certains discours explicatifs conservateurs (qui ne sont pas que l'apanage de la droite), tel celui d'Hélène Carrère d'Encausse dans l'émission de Bernard Pivot, "Bouillon de culture", sur les Balkans "conflits perpétuellement recommencés", "fracture entre l'Orient et l'Occident", sont-ils l'écho conjugué de l'expulsion du politique, de la notion "d'histoire immobile" et de "la géographie comme grille de lecture de la société" que, selon François Dosse, pratiquait le plus célèbre des successeurs de Marc Bloch, Fernand Braudel ? Bref, selon l'expression de Lampedusa dans "Le Guépard", les "Annales" n'auraient-elles eu comme résultat que l'obligation que "tout change pour que tout reste en l'état" ? Ou cette critique de fond n'est-elle qu'un faux procès ?

Bernard Chaouat

(1) Auteur de «L'histoire en miettes, des "Annales" à "la nouvelle histoire"», La Découverte, 1987.

Marc Bloch, l'historien du présent

François Dosse



En juin 1944, l'historien Marc Bloch (1) tombait sous les balles allemandes. Pour se venger du débarquement allié, les nazis prennent des prisonniers de la prison de Montluc pour les exécuter. Parmi ces sacrifiés, une grande figure de l'école historique française, résistant sous le pseudonyme de Narbonne, membre du comité directeur des MUR (Mouvement uni de résistance) : Marc Bloch. Près de lui, un gosse de seize ans tremble : "Ça va faire mal". Marc Bloch lui prend affectueusement le bras : "Mais non, petit, cela ne fait pas mal", avant de tomber en criant le premier : "Vive la France !"

Si l'on ne peut, par principe, redessiner l'orientation qui a été celle des "Annales" en 1946, on ne peut que déplorer l'absence du regard lucide de Marc Bloch. Si l'homme est tombé en résistant et n'est plus là pour peser sur la destinée des historiens français dans l'après-guerre, son livre d'une pertinence acerbe, "l'Etrange défaite", écrit en 1940, paraît en 1946. En historien, Marc Bloch fait le tour des responsabilités du désastre national. Il passe en revue toutes les institutions de la IIIe République, l'incurie des décideurs, mais il n'épargne pas l'école historique qu'il a créée en 1929 lorsqu'il a lancé avec son compagnon Lucien Febvre la revue "Annales d'histoire économique et sociale". Il se demande courageusement si l'école des "Annales" a permis de fabriquer "de bons citoyens ?" Marc Bloch remet en cause le fatalisme du discours historien qui privilégie le jeu des forces massives en niant le rôle des individus, des engagements : "C'était mal interpréter l'histoire."

Marc Bloch a préconisé une lecture du passé à rebours : "car la démarche naturelle de toute recherche est d'aller du mieux ou du moins mal connu au plus obscur."

Une des originalités de cette école avait été d'ouvrir l'investigation historique sur l'étude du présent, de briser la sacro-sainte règle des cinquante ans à partir desquels le travail historique pouvait commencer. La revue des "Annales" avait pour particularité, par rapport aux autres revues d'histoire, de traiter de l'histoire immédiate. On pouvait y lire, dès les années 30, des articles sur les effets de la crise, sur l'expérience Roosevelt, sur la collectivisation des terres en URSS... Marc Bloch, pourtant médiéviste, a été de ceux qui ont même théorisé dans "Apologie pour l'histoire" ce lien indissoluble entre passé et présent, en préconisant une lecture du passé à rebours, à partir du présent, une démarche récurrente : "car la démarche naturelle de toute recherche est d'aller du mieux ou du moins mal connu au plus obscur."

Alors ? D'où vient cette mauvaise interprétation du temps présent de la part d'historiens aussi préoccupés de contemporanéité ? Pour l'essentiel, elle vient de ce que Marc Bloch et Lucien Febvre, les deux directeurs de la revue des "Annales", ont trop bien répondu à l'injonction des sociologues durkheimiens d'abattre les trois idoles de la "tribu" historienne : l'idole chronologique, l'idole individuelle et l'idole politique. Les "Annales" ont réussi, à ce prix fort, à fédérer autour d'elles les autres sciences sociales. Elles ont certes élargi le territoire de l'historien à de nouveaux horizons, à de nouveaux objets : la nature, le paysage, la démographie, les échanges, les mœurs... L'économie a été érigée en terrain d'investigation privilégié. Il en a résulté l'ouverture spectaculaire sur de nouvelles sources, plus seulement manuscrites. Les séries statistiques, les flux monétaires, les tendances démographiques, les plans parcellaires ont fait leur entrée dans l'écriture nouvelle de l'histoire. De même, Marc Bloch et Lucien Febvre ont lancé un vaste chantier prometteur en matière d'histoire des mentalités, et "Les rois thaumaturges" de Marc Bloch (1924) explorent les voies d'une anthropologie historique naissante.

Cet enrichissement incontestable de l'historien a beaucoup contribué au rayonnement international de l'école historique française. Cependant, l'élimination principielle du politique a entraîné une cécité à propos des deux phénomènes historiques majeurs du moment : le nazisme et le stalinisme, du fait d'une approche trop étroitement économiciste malgré les proclamations en faveur d'une histoire totale.

Malheureusement, on n'en tirera pas les leçons en 1946, et l'absence de Marc Bloch dans la France libérée se fera alors cruellement sentir.

(1) Marc Bloch, historien médiéviste, est né à Lyon en 1886.

LES ANNALES ET LA CRITIQUE

Du combat à l'immobilisme

Que doivent les historiens d'aujourd'hui à Marc Bloch et aux Annales ?

Robert Fossier* : Il n'y a pas aujourd'hui, en France et à l'étranger, d'historiens des temps médiévaux qui ne se reconnaissent une dette considérable à l'égard de Marc Bloch. Sa mort tragique entoure d'une aura l'école des Annales et la revue qu'il avait fondée avec Lucien Febvre.

Tout ce qui occupe aujourd'hui un historien, la recherche autour de la société, des hiérarchies familiales, les conditions de la vie quotidienne, les relations entre hommes et femmes, ce qu'on appelle l'anthropologie historique, qui étaient fort négligés, depuis 1929 les Annales ont entrepris de le scruter. Quelques domaines cependant échappent à l'héritage des Annales : l'histoire politique longtemps stigmatisée, comme événementielle, historisante, est aujourd'hui renouvelée. De remarquables historiens lui ont donné un lustre que ni Bloch, ni Braudel, ni Febvre n'avaient admis.

Votre point de vue sur l'école des Annales d'aujourd'hui est-il le même ?

Il est plus nuancé. Au départ, la revue des Annales était une revue de combat. Après la guerre, elle renforce encore son aspect combatif. Lorsque Lucien Febvre était le seul directeur survivant, et pendant le long règne de Braudel, les Annales sont devenues l'un des pôles de recherche, tant dans le domaine médiéval que contemporain et moderne. A partir de la création de la sixième section de l'Ecole des Hautes Etudes, les Annales sont devenues exclusivement l'école de l'anthropologie historique. Je n'ai rien contre cette conception de l'histoire, j'ai, parmi les auteurs de cette histoire, d'excellents amis et des collègues dont la science et la qualité sont au-dessus de toute éloge. Mais ce que je reprocherai depuis les derniers temps de l'existence de Braudel, c'est d'avoir renforcé à ce point son attitude de domination culturelle qu'on peut craindre que cette école ne renouvelle pas autant l'histoire que lors de sa conception. Les directeurs de la revue, les enseignants de l'Ecole des hautes études pratiquent un

rituel, un vocabulaire propre qui risque de tourner, dans le domaine de l'économie, vers l'économisme, dans celui de la société, vers la sociologie, c'est-à-dire de brasser finalement davantage des notions de structure que des réalités. C'est une manière d'aborder l'histoire, de là à la qualifier de nouvelle histoire... l'expression a été employée dès 1599 ! L'impérialisme des Annales ne se déploie pas seulement à l'Ecole des hautes études. L'Université, le Collège de France, des journaux comme "Le Nouvel Observateur" ou "Le Monde" ne conçoivent plus l'histoire qu'à travers les Annales. Ce n'est pas une critique de fond des champs sur lesquels travaillent aujourd'hui nos collègues, mais les Annales tournent en rond en rejetant tout ce qui n'est pas conforme au dogme. Je rappellerai une maxime valable pour les Etats et que mes collègues des Annales, je l'espère, ne prendront pas mal : quand on pratique l'autosatisfaction on s'achemine vers le sous-développement.

Les pratiques des Annales risquent de tourner vers l'économisme, la sociologie, de brasser davantage des notions de structure que des réalités.

Vous avez critiqué le fait que l'histoire politique a été disqualifiée par les auteurs des Annales. Quelle est votre propre conception de l'histoire ?

L'histoire politique a été, il faut le reconnaître, uniquement centrée sur les faits militaires et diplomatiques ou sur les biographies des grands hommes ; ce qui laissait de côté tout ce qui touchait au cadre dans lequel se déroulait ces événements. Si vous lisez un ouvrage comme celui de Georges Duby dont la personnalité n'est pas exactement dans la lignée des Annales, mais qui en est très proche, dans "Le dimanche de Bouvines" [1], l'histoire même de la bataille n'occupe qu'une place infime, il s'agit de redécouvrir à cette occasion toute la société aristocratique. Cette conception de l'histoire, je l'approuve parfaitement. Il faudrait peut-être se tourner davantage vers l'étude des techniques, ne pas faire, comme Leroy-Ladurie le dit, une histoire immobile, la recherche de constances immuables. Il y a des constances dans l'histoire des hommes mais la psychologie n'est pas la même selon les individus, les époques, les sociétés.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

*Historien médiéviste. Auteur de nombreux ouvrages dont : "La société médiévale", Ed. Armand Colin.
Robert Fossier a préfacé l'œuvre maîtresse de Marc Bloch : "La société féodale".

(1) Collection "Trente Journées qui ont fait la France", Ed. Gallimard, 1985.

Une école historique toujours novatrice

Jean-Yves Grenier*

La renommée historiographique de Marc Bloch est d'abord la conséquence de son œuvre mais aussi de la création des Annales et de l'animation qu'il a su leur donner presque jusqu'à sa mort.

Dès la fondation des Annales, Bloch et Febvre refusent le repli frileux sur une historiographie (1) positiviste, aveugle aux réflexions qui la côtoient. Cette volonté se traduit par la diversité des articles publiés, historiographie, bien sûr, mais aussi ouverture vers les disciplines proches de l'histoire. Cette caractéristique ne s'est pas démentie : par exemple dans les numéros sur Structure et histoire (2) à l'époque où le structuralisme renouvelait les sciences humaines, ou les dossiers consacrés à l'anthropologie. Le privilège longtemps accordé à la longue durée et à l'histoire immobile traduit la recherche d'une espèce de stabilité temporelle pour permettre l'exploration de mécanismes complexes et largement souterrains. La méfiance face à l'événement, parfois excessive il est vrai, est aussi à comprendre comme un souci d'appréhender les réalités les moins accessibles de la vie sociale. La collaboration de personnalités aussi différentes que Barthes, Levi-Strauss, Starobinski ou Malinvaud est un signe de ce désir permanent de se demander : "et ailleurs, que se passe-t-il ?"

Beaucoup des progrès de l'historiographie depuis les années 60 sont dus à cette ouverture qui n'a jamais signifié perte d'identité. Les Annales sont loin d'en être les seules responsables ; des historiens de premier plan, qui n'ont pas ou que très peu écrit dans la revue, ont aussi joué un rôle considérable dans cette évolution. Les Annales se sont simplement singularisées parmi les grandes revues d'histoire par leur engagement constant en faveur de ce renouvellement.

Aujourd'hui encore, cet objectif motive aussi bien l'élargissement du comité de rédaction à des économistes, sociologues et anthropologues, que le numéro spécial de 1989 consacré au Tournant critique de l'historiographie, ou que le nouveau sous-titre, "Histoire, Sciences sociales" -qui remplace au début de1994 l'ancienne trilogie, "Economies, sociétés, civilisations" aux réminiscences braudéliennes, caractéristiques de l'historiographie des années 1960 et 1970. Ce dialogue n'est pas simplifié par la spécialisation accrue et l'enfermement disciplinaire, marqué par un vocabulaire et une sémantique de plus en plus spécifique, qui ne facilitent pas l'identification d'objets communs. Quand un économiste, un historien et un sociologue parlent de marché, d'institution ou de catégories sociales, ils emploient les mêmes mots mais ne leur donnent pas forcément la même signification. Une revue peut être un lieu qui facilite les nécessaires lectures croisées, les confrontations de concepts, à défaut d'une improbable élaboration commune. Les Annales s'y efforcent plus encore que jadis. Leur identité historienne est un atout quand l'anthropologie cherche ses marques dans la confrontation à l'historicité, quand la sociologie se découvre des parentés épistémologiques fortes avec l'histoire et quand l'économie hétérodoxe -partie la plus vivante de la théorie économique- s'interroge sur le temps des processus et critique les présupposés rationalistes, ceux que l'historien a su mieux que d'autres débusquer dans sa propre discipline.

Le renouvellement de l'histoire politique s'esquisse aujourd'hui. Les Annales entendent y participer.

Ces remarques ne définissent qu'un cadre disciplinaire dans lequel une revue historique qui se veut toujours novatrice doit savoir se situer. Une revue, si efficace soit-elle, ne crée pas l'historiographie ; elle peut, au mieux, la stimuler, souligner d'éventuelles convergences. Toute surestimation de son influence serait d'ailleurs dangereuse. Bien des critiques formulées contre les Annales sont à cet égard injustes. Leurs colonnes ont toujours été ouvertes aux travaux de qualité, sans exclusive, et sont d'abord le reflet d'une historiographie en train de se faire. Si l'histoire politique n'a guère été représentée, c'est qu'elle a longtemps été peu innovante dans ses pratiques et d'une audace intellectuelle limitée. La revue a présenté ses travaux quand ils étaient importants, comme en témoignent les nombreux articles consacrés aux interprétations conflictuelles de la Révolution française. Un renouvellement de l'histoire politique semble aujourd'hui s'esquisser ; les dilemmes du temps présent l'exigent. Les Annales entendent bien y participer, le stimuler pour en faire l'un des moteurs de l'historiographie des années 1990.

Nul impérialisme dans ces remarques : le dialogue avec tous, historiens et spécialistes des sciences sociales, est enrichissement partagé. Les Annales resteront fidèles à cette vocation initiale, celle voulue par Marc Bloch, d'une ouverture intellectuelle toujours plus fructueuse.

*Secrétaire de la rédaction des "Annales".

(1) Ensemble des textes écrits sur l'histoire.
(2) 1971, numéros 3 et 4.

LIVRES

Mendès et Mitterrand : itinéraires croisés

L'histoire et la politique ont souvent produit des "couples impossibles". Pierre Mendès France et François Mitterrand font-ils partie de ceux-là ? Raymond Krakovitch ne pose pas totalement la question en ces termes dans le livre (1) qu'il a consacré à la carrière parallèle de ces deux hommes qui ont si fortement influencé la gauche, au cours de ces cinquante dernières années, sans jamais appartenir pour autant à la même formation politique. Il essaie de comprendre leurs cheminements, sans passion ni polémique. "Sans vous, je ne serais pas ici", a dit Mitterrand à Mendès, le 21 mai 1981, lorsqu'il a été intronisé président de la République. Pourtant, Mitterrand et Mendès ont entretenu des relations complexes où se sont mêlés le respect et l'irritation réciproques. Même s'ils se sont retrouvés souvent du "bon côté de la barricade", ils étaient opposés, initialement, par les origines et le tempérament. "Le charentais de famille chrétienne est aussi mystérieux que le parisien juif et athée se veut transparent", note Krakovitch. Mais leur conception de la politique et leur comportement face aux institutions de la Ve République les ont entraînés sur des pentes différentes qui ont fait de François Mitterrand un chef d'Etat et de Pierre Mendès France une conscience de la gauche. Au delà des itinéraires des deux personnages centraux, ce livre a le mérite de nous replonger dans un demi-siècle de l'histoire de la gauche. Il s'avère donc très judicieux puisque le passé éclaire forcément l'avenir...

(1) "Le pouvoir et la rigueur", Raymond Krakovitch, Publisud, 349 p. 148 F.

L'affaire Guingouin

Elle semble bien loin l'affaire Guingouin ! Quasiment inconnue pour les jeunes générations. Elle méritait qu'on lui consacre un livre (1). Car elle constitue l'exemple même d'une machination ourdie contre un homme qui s'est toujours affirmé comme un rebelle, un communiste qui n'a jamais accepté de se soumettre à son parti qui tentait de pactiser avec l'occupant nazi en juin 1940. Figure prestigieuse de la Résistance, Georges Guingouin sera élu maire de Limoges de 1945 à 1947, puis exclu du PC dans la plus pure tradition stalinienne. On s'efforcera de le salir avant qu'il ne soit emprisonné à Brive où on tentera de l'assassiner. Georges Guingouin sera finalement innocenté des accusations portées contre lui. Journaliste, Michel Taubmann a mené l'enquête pour démonter les mécanismes de l'affaire. Une histoire passionnante... et terrifiante.

J.-P B.

(1) "L'affaire Guingouin", Michel Taubmann, Editions Lucien Souny, 336 p. 125 F.



1994 - Année Jaurès

Castres se souvient du plus illustre de ses fils...

■ Expositions

A l'Assemblée Nationale

- **Jean Jaurès,** l'Epoque et l'Histoire **du 14 septembre au 12 octobre**

Au Centre National et Musée Jean Jaurès

- **Deux hebdomadaires dans l'Affaire : Le Pstt... ! et le Sifflet (1898-1899)** du 31 mai au 20 juin
- **Castres au temps des Briguiboul** du 24 juin au 18 septembre
- **Visages du Mouvement Ouvrier Français** du 23 septembre au 6 novembre
- **Emile Combes (1835-1921), caricatures** du 15 novembre 1994 au 29 janvier 1995

■ Conférences

Samedi 1er octobre

- **Rolande Trempé,** professeur émérite à l'Université de Toulouse le Mirail : ***«Le Mythe Jaurès-Carmaux / Carmaux-Jaurès»*** à 14 h 30 au Théâtre Municipal de Castres

Samedi 29 octobre

- **Rémy Pech,** professeur à l'Université de Toulouse le Mirail et **Florence Huard,** étudiante en thèse à Tours : ***«Jaurès et l'Europe»*** à 14 h 30 au Théâtre Municipal de Castres

Samedi 19 novembre

- **Maurice Agulhon,** professeur au Collège de France : ***«Jaurès, l'Education et la Culture»*** à 14 h 30 à l'auditorium de la Bibliothèque Municipale de Castres

HISTOIRE

Les paris de Mendès France

Procureur de la politique du centre-droit, Pierre Mendès France est appelé à la présidence du Conseil par René Coty, président de la République, pour mettre en pratique la politique de négociation qu'il préconise depuis longtemps.

Le 17 juin 1954, lors de sa déclaration d'investiture, il propose aux députés un programme dont la rubrique la plus spectaculaire est le "pari indochinois". Dramatisant la situation, il promet de parvenir, en un mois, à une paix négociée, et de démissionner s'il échoue. Il s'engage aussi à soumettre dans le même délai un plan de redressement économique, affirme sa volonté de décoloniser et d'obtenir un vote sur la CED avant l'automne.

Son style est incisif, net, volontariste ; son ton, volontiers comminatoire : "je ne tolérerai pas", "je n'admettrai ni exigence, ni veto" ; son attitude, nouvelle : "je ne suis pas disposé à transiger sur les droits que vous m'auriez donnés par votre vote d'investiture". La procédure suivie pour composer le gouvernement apparaît contraire aux habitudes politiques existantes. Pierre Mendès France, sans aucun souci d'équilibrer la représentation des différentes formations, n'a de discussions qu'avec des fonctionnaires, des militants, des syndicalistes qui le convainquent d'aller vite.

Perturbateur des pratiques de la IVe République, il l'est encore par le fait qu'il brouille les cartes du jeu politique traditionnel établi depuis 1947. Pour la première fois depuis les débuts de la guerre froide, les communistes votent en sa faveur puisqu'il promet la paix en Indochine qu'ils réclament. Mais, pour ne pas apparaître comme leur prisonnier, ce que redoutent les autres partis, il fait savoir qu'il décomptera leurs voix de sa majorité pour se considérer comme réellement désigné. Le 18 juin, il gagne le second pari sans avoir besoin des suffrages communistes qui se sont portés sur lui.

La prépondérance retrouvée du pouvoir exécutif, le dynamisme dont il a fait preuve auront pour effet d'assurer le gouvernement d'une réelle popularité. D'autant que, en organisant, comme Roosevelt dans les années 30, ses "discours au coin du feu", causeries radiodiffusées le samedi, il fit tout pour trouver le contact avec le peuple.

Si son expérience se termina par un échec, Pierre Mendès France est un des rares hommes de la IVe République à ne pas avoir laissé les Français indifférents.

Claudine Guittonneau

Collection Jean Jaurès

EMPLOI

H form. Eco. Soc., ex-att. parlementaire et ch. mission coll. territoriale, cycle perf. ENA. Ch. poste coll. locales - organisme dvt local : dir. cab., ch. mission communication, rel. publiques. Préf. : Bretagne, Grand-Ouest, Paris. (16) 96 70 34 49 (rép.)

Rédacteur Principal. Bonne connaissance de la Fonction Publique Territoriale. Préférence régions 93, 94, 77. (1) 64 68 29 51

Editions Martinsart rech., pour la diffusion de ses produits, VRP exclusifs régions Centre / Sud-Ouest / Nord. Env. CV + lettre + photo 58, rue Capucins 41200 Romorantin.

JH Maîtrise Droit public, dégagé oblig. militaires, ch. poste collectivité locale ou cabinet. Dispo. immédiate. (16) 35 45 93 46

Prof. réalise ts travaux de frappe et m. en page (mémoire, thèse, broc., doc). Travail soigné, impression laser. (1) 60 08 56 33

JH 29 ans. Maîtrise Droit et Sc.Po. Paris, 3 ans exp. prof. chargé d'études, ch. poste dir. cab., att. parlementaire, chargé mission éco. comm. (1) 45 77 53 23 (rép.)

IMMOBILIER

Je vends

Narbonne Plage. Vends T2 meublé éq. 4 personnes, état exceptionnel. Surface habitable : 28m², terrasse 6m², parking privé, vue mer, plage 100 m, CV 200 m. Prix : 250.000 F. (16) 66 50 24 49 (HR)

Nous partons au Chili. A vendre, au Bourget, pavillon construction récente, sur 270 m², secteur résidentiel. 800 m RER B. 120 m² habitables, 80 m² de cave et garage. 1.350.000 F. (1) 48 37 23 72

Je cherche

JF cherche pour durée études Paris studio non-meublé, quartier latin ou proximité. A partir de septembre 1994. (1) 44 26 45 29 (soirée) ou (16) 77 22 70 36

VACANCES

Danemark. Loue confortables chalets sur la riviéra danoise. Situation tranquille. A seulement 10 h de Paris. (16) 53 40 92 00

La Rochelle, Marais Poitevin. Camping en ferme d'accueil. Loue caravane, WE, semaine. Jeux, vélo, chevaux, table d'hôte. (16) 46 01 82 98 Fax : (16) 46 01 82 99

33 Soulac / Mer, loue villa 1900 centre 300 m plage, calme, 5 ch., pr 9 pers., petit jardin. 1.600 F /semaine du 11/6 au 9/07, 2.400 F / semaine du 16/8 au 4/9. 51) 43 20 55 33 (soir)

Randonnées "Observation faune sauvage" au pays des Grands Causses / Gorges du Tarn. Gîte d'étape Le Menial Les Vignes 48210 Ste-Enimie. (16) 66 48 81 75

Malaga, Espagne. Loue F3 équipé, 6 pers. Piscine, jardin, plage, juin à sept. : 4.500 à 6.000 F/mois, quinzaine poss. Studio 4 pers. 3.600 à 5.400 F/mois. Tt confort. (1) 48 44 63 96

Randonnées ou séjours dans le Parc régional du Pilat (42220). Auberge au calme. 1/2 pens. : 120F / jour. (16) 77 39 16 52. Thelis-la-Combe

Côte Landes Nature. 10 mn de l'Océan et du lac de Léon. 100 empl. sous les pins. Mobilhomes. Camping Municipal Le Grandjean ***. 40260 Linxe. (16) 58 42 90 00

Cantal. Eté, hiver. Maison tt confort, de 4 à 18 pers. A 5 h de Paris, A75. De 1.000 à 3.000 F / semaine. Prix aménagés pour groupes. VTT, ski, canoë, pêche. (16) 71 20 11 77

Honfleur, 500 m centre. Appart. F2, tt confort, rez-de-chaussée. Rés. calme, parking. Entre 1.500 et 2.000 F/semaine selon saison. Week-end : 250 F / jour hors saison. (16) 31 89 16 99 (ap. 18h)

Votre petite annonce dans "Vendredi". 120 F le passage, 200 F les 2.

Golfe de St-Tropez, centre Ste-Maxime. Plage de sable fin à 50 m. Studios confortables, 2/3 personnes. Semaine, quinzaine, mois. (16) 94 49 07 95 / (1) 42 22 08 63

Espagne, bord de mer, 38 km Malaga. Maison 4/5 pers. Quinzaine, mois, de juin à septembre. (16) 58 71 12 08

Randonnez au soleil des Hautes-Alpes. Au cœur du Parc régional du Queyras, un gîte d'étape et un hôtel **, sauna, tennis gratuits. La Maison de Gaudissard (centre ANCEF) 05350 Molines-en-Queyras. (16) 92 45 83 29

Portugal, 50 km Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique. Bord de mer. (16) 53 40 92 01

Crète, Grèce Plaka Almerida. Loue appartement 2/4 pers. Ch., séjour, kitch., douche. Vue superbe sur mer. Juillet / août : 1.500 F. Juin / sept. : 1.300 F. Charters Héraklion ou Olympic Hania. (16) 39 52 74 46

La ville de Meaux

en pleine expansion, 50.000 habitants,

à proximité de Marne-la-Vallée, à 50 km de Paris

recrute

un Rédacteur (H/F)

pour la Direction des Finances et de la Comptabilité

- Sous la responsabilité du Directeur, il/elle participera à l'élaboration et à l'exécution des documents budgétaires ainsi qu'à la mise en place du futur cadre comptable M14.
- Pratique de l'outil informatique et expérience confirmée dans une collectivité territoriale indispensables.
- Vous serez recruté(e) selon le cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux.
- Régime indemnitaire.

Merci d'adresser candidature et CV à M. le Maire - Administration du Personnel Hôtel de Ville - BP 227 77108 Meaux cedex.

Avant le 15 juin 1994.

DISTRICT DE MIMIZAN

Landes

10.000 habitants

recrute

un Chargé de mission économique

- Formation supérieure.
- Contrat de 3 ans renouvelable.

Candidatures à adresser,

avant le 1er juillet 1994,

à Monsieur le Président du District Maison du District BP 44 - 40200 Mimizan.

La ville de Creil Oise

32.000 habitants

recherche

pour son Service Archives

un Attaché de Conservation du Patrimoine

- Rémunération statutaire
- Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer candidature et CV à

Monsieur le Maire de la ville de Creil Allée du Musée - BP 76 60109 Creil cedex.

Vous recrutez

PASSEZ VOS ANNONCES DANS "VENDREDI"

☎ 45 56 78 57

Vendredi

30%

DE RÉDUCTION

1 AN 280 F

Pour recevoir Vendredi retournez-nous le bulletin ci-dessous au 10 rue de Solferino, 75007 Paris, Service lecteurs Vendredi.

VOS COORDONNÉES :

.....

.....

.....

.....

.....

Vous réglerez plus tard, à réception de facture.

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

NOS TARIFS 94 :
le module : 2.000 F HT
1/12e de page : 3.500 F HT
1/8e de page : 5.000 F HT
1/6e de page : 6.000 F HT
1/4 de page : 10.000 F HT

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à : "Vendredi" Annonces 10 rue Solferino, 75007 Paris
Tél.: (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

Lundi 6 juin 1994, à Omaha Beach, devant dix-neuf chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour célébrer le 50e anniversaire du débarquement allié, "cet événement qui commandera si longtemps les façons d'être des générations à venir", François Mitterrand a tissé le lien entre l'Histoire et l'avenir. En quelques mots il a résumé les enjeux actuels du monde. "C'est ici, a-t-il déclaré, qu'une certaine manière de vivre, de croire et d'espérer l'a emporté sur le seul ennemi, le nazisme, ce qui y ressemble et ceux qui s'en inspirent, bafouent les droits de l'homme et tuent leurs ultimes défenseurs (...) Rien n'est jamais gagné, tout est toujours possible... Puisse s'organiser partout le dialogue pour la paix des pays du monde, sous l'égide de l'ONU... Cela exigera du courage... Let's go !"

APRÈS LE CINQUANTENAIRE DU DÉBARQUE

L'Europe pou

La paix du monde passe par une Europe forte face à une Amérique forte. Telle est la vision des nouvelles relations qui doivent s'instaurer entre ces deux puissances, exprimée par Bill Clinton lors de sa visite à Paris et que n'a pas démentie François Mitterrand. Un message qui sonne comme un appel au moment où les citoyens européens réfléchissent à leur avenir commun et où l'UE va devoir trouver un souffle encore plus ambitieux : assurer la paix, mais aussi l'emploi dans ses frontières des Douze, et même plus à l'Est.

C'est à l'Assemblée nationale française, qui, pour la troisième fois de son histoire, accueillait un chef d'Etat, après Woodrow Wilson en 1919 et le roi Juan Carlos d'Espagne en 1993, que le président des Etats-Unis a plaidé pour "l'intégration et le renforcement d'une Europe plus large, immense défi qui prendra des années". Bill Clinton a tenu ainsi, sans ambiguïté, à réaffirmer le soutien américain à la construction européenne. Il s'agit là, bien sûr, d'une position traditionnelle, mais cette réaffirmation, au moment où une certaine incertitude semble planer sur la direction future que veut prendre la vieille



r assurer la paix

Europe, avec la montée des forces nationalistes en Italie, en France ou en Grande-Bretagne, et les hésitations en Allemagne sur la monnaie unique par exemple, est sûrement bienvenue. Les motivations américaines, bien entendu, n'ont rien à voir avec le détail des évolutions politiques dans les différents pays de la Communauté.

Elles sont motivées par une analyse réaliste des évolutions nouvelles des rapports de force mondiaux, dont la redéfinition des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe constitue un facteur essentiel. Si les Américains insistent sur la nécessité d'une Europe unie et forte, fondée sur une "identité européenne de défense", c'est qu'ils savent que, paradoxalement, la fin de la guerre froide risque de rendre les Etats-Unis moins indispensables aux autres pays du monde dit libre. Mais surtout, ce qui rend les Américains soucieux, c'est le poids grandissant de l'Asie et les résistances de beaucoup de régimes autoritaires de la région au grand vent de démocratisation qui a balayé le globe tout entier : en Amérique latine, en Russie, en Afrique et même en Europe depuis la chute des dictatures portugaise, grecque et espagnole.

Le dernier épisode de l'abandon américain à la politique du bâton vis-à-vis de la Chine populaire est révélateur à cet égard. Il faut y voir non pas un renoncement aux idéaux des droits de l'homme et de la démocratie, mais plutôt la constatation pragmatique d'un rapport de force complexe entre les Etats-Unis et la Chine. Aujourd'hui, l'Occident a sans doute peu de moyens de pression efficaces à court terme, même si à long terme l'ouverture de la Chine, grâce à la réforme économique, portera normalement des fruits, comme cela a été le cas en Corée du Nord ou à Taïwan. Mais cette relative impuissance occidentale rend d'autant plus nécessaire, aux yeux de Washington, la présence sur la scène mondiale d'un deuxième pôle démocratique qui puisse peser de tout son poids. Seule une Europe unie peut jouer ce rôle.

De même, vis-à-vis de l'Europe de l'Est, les Américains savent que, quelle que soit l'importance des investissements américains dans la région, le rôle géostratégique, économique et culturel de l'Europe de l'Ouest sera déterminant dans l'ancrage au monde démocratique de l'autre moitié de notre continent. La faiblesse de l'aide américaine à la transition économique dans ces pays, qui contraste avec l'engagement très important de l'Allemagne ou même de la France, est un autre indice de ce rapport de force, tout comme la faiblesse de l'engagement militaire américain en Bosnie. A Paris, Bill Clinton s'est déclaré prêt à accroître l'aide américaine pour que les pays de l'Europe de l'Est réussissent leur transition à l'économie de marché. En ce qui concerne la Bosnie, il a affirmé que son pays s'engagerait à aider à la mise en place de l'accord de paix, s'il était signé.



Le 6 juin, Bill Clinton et François Mitterrand à Utah Beach.

Mais cette analyse réaliste des rapports de force et des capacités américaines est aussi sous-tendue par un état d'esprit très optimiste sur la situation d'ensemble dans notre continent. Les Américains sont persuadés que les idéaux démocratiques sont trop profondément ancrés désormais sur notre continent, que la démocratie et même l'économie de marché ont trop manifesté une supériorité flagrante sur les dictatures et les économies dirigées, pour qu'un retour en arrière soit possible, en tout cas dans les anciens pays satellites de l'URSS. C'est probablement pour cette raison que Bill Clinton a réaffirmé son soutien à la démocratie italienne au moment où les anciens fascistes participent pour la première fois depuis la guerre à un gouvernement de coalition. Position qui a suscité des réactions pour le moins mitigées en France, et même aux Etats-Unis, notamment après les propos scandaleux proférés par le leader fasciste italien sur le débarquement allié. Mais, pour le président américain, une remise en cause des acquis démocratiques est sans doute impensable.

Une fois de plus, dans cette affaire, les Américains, et surtout les Démocrates, auront fait preuve de leur incurable optimisme. Le même optimisme qui leur a fait céder plus que de raison à Staline lors des négociations après la seconde guerre mondiale, à la grande fureur de Winston Churchill. Mais on aurait tort d'y lire un affaiblissement des idéaux démocratiques de nos alliés d'outre-Atlantique. Il faut y voir plutôt une analyse réaliste du rapport des forces mondiales aujourd'hui, et de la relativisation de l'influence américaine dans un monde multipolaire. Dès lors, plus que jamais, la construction d'une Europe forte et unie reste une nécessité. Au moins à cet égard, il existe désormais une communauté de vues entre Américains et Européens.

Lors de la conférence de presse télévisée qu'ont tenue conjointement François Mitterrand et Bill Clinton, mardi 7 juin, les deux présidents l'ont démontré, chacun à sa manière. Pour le président américain, "l'Europe va vers une situation meilleure au XXIe siècle", soulignant que la coopération avec les Etats-Unis -qui resteront engagés en Europe- s'était améliorée au cours de ces dernières années (GATT, OTAN, Pacte pour la paix). François Mitterrand a rappelé qu'après avoir aidé à fonder l'Europe, les Etats-Unis s'en étaient détournés. Tel n'est plus le cas avec Bill Clinton, a affirmé le président français pour qui "l'Europe reste d'un intérêt majeur pour tout le monde", même si beaucoup reste à faire : "L'Histoire est une longue patience" a-t-il rappelé. Celle des rapports franco-américains et américano-européens, notamment pour assurer la paix dans le monde, en est la plus belle illustration.

Axel Queval

Fondation Jean-Jaurès



POUR VENIR EN AIDE À L'ALGÉRIE

L'engagement de l'Union européenne

Alors que la terreur intégriste poursuit son œuvre de mort, l'UE renforce son aide à l'Algérie. Georges Morin analyse la situation.

Deux religieux français, le recteur de l'université de Bab-Ezzouar, un quatorzième journaliste, la série noire des attentats continue...

Georges Morin : Le communiqué qui a suivi le meurtre des deux religieux a rempli de honte beaucoup d'Algériens et, au premier chef, les gens de la Casbah. Ils vivaient dans ce quartier déshérité, partageaient les difficultés des habitants, aidant les jeunes dans leur scolarité. C'est justement parce qu'ils étaient trop populaires à la Casbah que les assassins ont ajouté l'injure au meurtre, les traitant de "nouveaux croisés répandant le mal".

Un groupe terroriste intégriste a revendiqué ce crime, mais le FIS l'a pourtant condamné.

G. M. : Qui peut être dupe de ce double jeu ? On a affaire en Algérie à une idéologie "purificatrice" comme il en fleurit tant aujourd'hui à travers le monde. Des divergences peuvent subsister sur les moyens de "purifier", mais l'objectif est clair et l'intégrisme a montré là son vrai visage.

On sent pourtant que le dialogue est indispensable pour sortir l'Algérie de ce bain de sang...

G. M. : C'est évident. Mais il y a dialogue et dialogue. S'il s'agit de mettre fin au cycle infernal du terrorisme et de la répression en acceptant, de part et d'autre, de mettre "les couteaux au vestiaire" et de se plier à des règles simples permettant la libre expression de la volonté populaire et la sauvegarde de toutes les libertés, alors oui, il faut un dialogue. Mais s'il s'agit de se partager le pouvoir et de soumettre les Algériens à une double dictature militaire et religieuse, aussi brutale qu'intolérante, on commence à comprendre ceux qui fuient actuellement le pays !

On entend circuler les chiffres les plus fantaisistes sur le nombre de réfugiés d'Algérie...

G. M. : N'exagérons rien. Ils se chiffrent par milliers et non par dizaine ou centaines de milliers. Certains viennent simplement "souffler" pour quelques mois hors du brasier algérien. D'autres sont clairement menacés dans leur vie et se mettent à l'abri. D'autres enfin estiment que l'Algérie va effectivement sombrer et ont décidé de s'exiler avant qu'il ne soit trop tard. Tous ne viennent pas en France. Beaucoup d'entre eux préfèrent éviter un déracinement trop brutal et vont au Maroc ou en Tunisie.

On saisit mal l'attitude très ambiguë du gouvernement français dans cette affaire...

G. M. : C'est une attitude terriblement ambiguë. Il dit -et on peut le comprendre- qu'il ne veut faire aucun geste public qui puisse provoquer une vague de fuite vers la France. Mais il suffirait d'instructions très précises données aux préfets et aux directeurs départementaux. Va-t-on refuser aux Algériens ce que la France a fait en son temps pour les Chiliens, les Libanais, les Vietnamiens menacés par la guerre ou par l'oppression ? Prolonger des visas, assouplir le régime d'autorisation annuelle de travail, faciliter l'accès au logement, la scolarisation des enfants, tout cela peut se faire efficacement sans grand tapage. Mais tout nous donne à penser que ce n'est pas la volonté dominante au sein du gouvernement, où l'on a plutôt tendance à fermer les portes à double tour. Et la perspective de l'élection présidentielle risque fort de renforcer cet état d'esprit : certains trouveront plus payant d'expulser que d'accueillir ! Il est donc essentiel que les partis politiques, les syndicats, les grandes associations accentuent leur pression pour que notre pays renoue sans tarder avec sa politique traditionnelle d'accueil. La France en a et le devoir et la capacité.

L'Europe a-t-elle encore son mot à dire dans le devenir de l'Algérie ?

G. M. : Plus que jamais ! La troïka de l'Union européenne s'est d'ailleurs rendue récemment à Alger pour accélérer les procédures de l'aide européenne à l'Algérie. Après le récent accord passé avec le Fonds monétaire international, le nœud coulant du remboursement de la dette est enfin desserré et les institutions internationales et européennes multiplient les initiatives pour aider le gouvernement algérien à remettre l'économie sur ses rails.

Certains déplorent que l'on aide un gouvernement dont la légitimité est contestée.

G. M. : Je crois d'abord qu'il serait indigne de décider que l'on va contribuer volontairement à aggraver les conditions de vie des Algériens. Par ailleurs, quels que soient les hommes au pouvoir à Alger, ils n'auront pas quarante moyens de remettre le pays à flot. Les contraintes intérieures et internationales sont telles que les marges de manœuvre sont inexistantes. Le seul paramètre qui puisse varier, c'est la confiance retrouvée des Algériens dans leur avenir. Cette confiance passe, très prosaïquement, par des usines qui tournent, des maisons qui se construisent et des étalages qui se remplissent. L'Europe s'engage parce qu'elle sait qu'elle ne pourra se permettre de tolérer, sur son flanc sud, un chancre de misère et d'obscurantisme. Français, Italiens, Espagnols se battent en première ligne. Puissent tous nos amis de l'Europe du Sud arriver en force au Parlement de Strasbourg pour accélérer et renforcer la coopération avec le Maghreb et la Méditerranée... Il y a urgence !

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

Les Conservateurs britanniques au bout du rouleau

Les élections européennes ne se déroulent pas en Grande-Bretagne tout à fait comme ailleurs, comme si les législateurs de Westminster avaient voulu, là encore, marquer la différence.

Tout d'abord, l'élection a lieu jeudi 9 juin, et le dépouillement est retardé jusqu'au dimanche 12 pour que l'annonce des résultats n'influence pas les autres pays où l'on ne vote que pendant la fin de semaine. Ensuite, la Grande-Bretagne est le seul pays où le mode de scrutin est majoritaire et non proportionnel, ce qui accentue évidemment les fluctuations d'un scrutin à l'autre. Ainsi, en 1979, en pleine euphorie thatchérienne (c'est l'année où Margaret Thatcher est arrivée au pouvoir), les conservateurs avaient obtenu 62 sièges contre 17 aux travaillistes. En 1989, alors que le long règne de la dame de fer commençait à lasser ses concitoyens, les travaillistes avaient réussi à décrocher 45 sièges contre 32 aux conservateurs. Cette année, tout le monde s'attend à un véritable désastre pour ces derniers.

Ceux-ci sont en effet très divisés sur la politique à suivre à l'égard de l'Europe, les "Euro-sceptiques", c'est-à-dire l'aile ultranationaliste chauvine, mise en selle par Maggie elle-même, semblant de plus en plus mener la danse. C'est à cause de cette pression que John Major, sous-estimant la résistance des autres pays, a insisté pour garder dans l'Europe élargie les mêmes procédures de vote qu'à douze, renforçant ainsi les possibilités de veto du Royaume-Uni. Mal lui en a pris, car il a dû finalement capituler en rase campagne, augmentant encore la fureur de son aile droite, et laissant l'opinion publique méditative sur le peu de poids de John Major dans les instances européennes. Dans les derniers jours de la campagne, John Major vient même de renoncer de facto à l'intégration européenne de la Grande-Bretagne en acceptant, voire en prônant une Europe à plusieurs vitesses. Gageons qu'à l'avenir l'approfondissement de l'Europe devra se faire sans la Grande-Bretagne, quitte à ce que celle-ci rejoigne les autres Européens plus tard, contrainte et forcée. Bref, pour les Anglais, retour à la case départ ! Mais, à Londres comme ailleurs, l'enjeu européen est relativement secondaire, les électeurs se déterminant, semble-t-il, davantage d'après les données de politique intérieure. Or il semble bien que, dans ce domaine aussi, les conservateurs soient au bout du rouleau. La campagne sur l'ordre moral lancée par John Major a complètement échoué, car elle a réussi surtout à projeter tous les phares de l'actualité sur les scandales... dans son propre camp, obligeant à un regain de puritanisme un parti passablement corrompu. Dernière victime de ce qui ressemble de plus en plus à une chasse aux sorcières, un des dirigeants du groupe conservateur à la Chambre, chargé de faire respecter la discipline de vote, a dû démissionner pour avoir eu des relations homosexuelles avec un jeune de vingt ans, alors que la loi abaissant l'âge du consentement mutuel à 18 ans n'a pas encore été promulguée même si elle a été votée par la Chambre des Communes.

Scandales et cruauté

Pour tenter de sortir de ce terrain miné, John Major a cru trouver une parade en partant en campagne contre les clochards, accusés de tous les maux, et que la population anglaise est appelée à dénoncer à la police afin qu'ils soient condamnés à des amendes pouvant aller jusqu'à 8.000 francs, voire mis en prison ! Il est douteux que cette dernière sortie, qui met puissamment l'accent sur le caractère dur et intransigeant jusqu'à la cruauté des conservateurs nouvelle manière, leur fasse regagner le terrain perdu. Elle met au contraire en lumière la multiplication du nombre des sans-abri, qui est justement la conséquence de la politique suivie ces dernières années. Au moment où même la mairie de Paris de Jacques Chirac se préoccupe de ce problème, on peut constater à quel point les conservateurs britanniques se sont droitisés au fil du temps.

Tout ceci est probablement du pain béni pour les travaillistes, privés de leader au moment crucial, mais qui ne semblent pas trop en pâtir, dans la mesure où le jeune et dynamique Tony Blair semble largement favori pour succéder au regretté John Smith. Les libéraux aussi, qui n'ont jusqu'ici pu enlever aucun siège au Parlement européen, ont bon espoir de l'emporter dans le Sud de l'Angleterre aux dépens des conservateurs, qui sont décidément dans une position difficile. Si leur score est trop désastreux, gageons qu'ils essaieront, pour se sauver, de changer une fois de plus de leader.

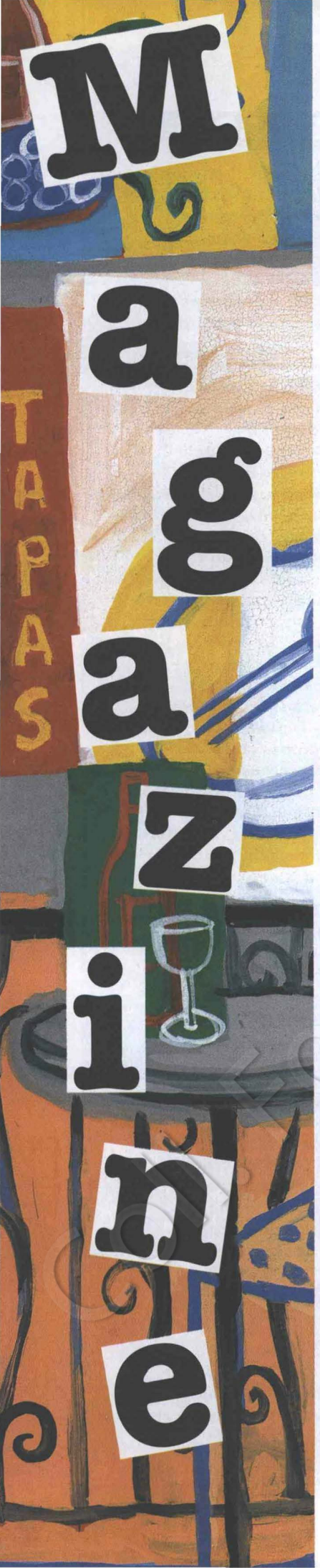
A. Q.

EN BREF

Ce n'est sûrement pas un hasard si l'interview croisée donnée par François Mitterrand et Helmut Kohl à "Libération" et au "Suddeutsche Zeitung" a été publiée le 6 juin 1994... Les deux responsables politiques y affirment que la construction européenne constitue, pour le XXIe siècle, la meilleure garantie contre la guerre et une assurance pour la paix. S'ils considèrent que l'OTAN "reste un élément essentiel" de la sécurité en Europe, ils estiment nécessaire l'élaboration, par les Européens, d'une défense commune." Pour François Mitterrand, "l'émergence d'une véritable identité européenne de défense dotée des moyens nécessaires sera, à terme, la véritable pierre de touche de la sécurité de l'UE. L'Eurocorps, premier pas de cette défense commune, défilera le 14 juillet sur les Champs-Elysées. Auparavant, François Mitterrand et Helmut Kohl se seront retrouvés le 8 juin à Heidelberg, au milieu de jeunes Allemands et Français pour affirmer l'engagement européen des deux peuples.

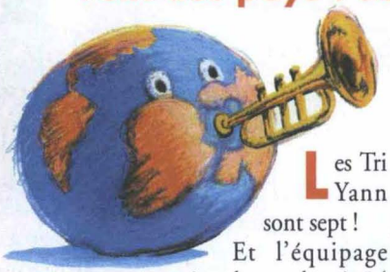
Michel Rocard s'est entretenu le 3 juin avec Ibrahim Rugova, président de la République du Kosovo, et Bujar Bukoshi, Premier ministre, en présence des philosophes Claude Lefort et Pierre Hassner. Dénonçant "la situation d'apartheid" imposée par les Serbes aux Albanais du Kosovo (90 % de la population), qui ont choisi la non-violence, le premier secrétaire du PS a appelé l'UE et les organisations internationales à saluer "cette politique pacifique" et à exiger la restauration des droits élémentaires de l'homme.

Gyula Horn, leader du PS hongrois, qui a recueilli 54 % des voix lors des législatives du 29 mai, a été chargé de la formation du prochain gouvernement. Les négociations avec l'Alliance des démocrates libres (18,3 % des suffrages) pourraient conduire à un gouvernement de coalition.



Ils seront présents à la Fête du Parti

Voix des pays : des différences pour construire la fraternité



Les Tri Yann sont sept ! Et l'équipage tient le cap depuis 24 ans, lorsqu'en 1971, trois gars de Nantes sortirent un premier album sous la houlette de Servat.

Un rien chouchen-folk à leurs débuts, ils firent alors le bonheur des accros des fest noz. En quête de leurs racines celtes, ils surent très vite croiser airs traditionnels et sonorités contemporaines, filant un sacré coup de jeune aux standards du folklore armoricain. La triskel muzik tournait au techno breiz. Puis il y eut les grands rendez-vous avec les festivals : interceltique de Lorient, cornouaillais de Quimper, international de Berne et les fabuleuses tournées en URSS, au Québec, au Danemark, à Berlin, tournant décisif pour le groupe qui quittait le ghetto briez izel sans rien perdre de sa vérité. Aujourd'hui, avec 10 albums, 2 disques d'or, Tri Yann n'a rien à envier aux plus grands du folk song américain.

I Muvrini, quant à eux, viennent d'un petit village du nord de la Corse où se pratique depuis des générations le chant polyphonique.

Depuis les années 80, leurs concerts sont à chaque fois des événements. Militance et audace, gravité et espérance clament la vérité d'une Corse qui dépasse son cadre insulaire pour devenir symbole d'authenticité.

Peio Serbielle est plus nouveau dans ce courant musical qu'on ne veut qualifier de régionaliste par crainte de relégation. Basque, il chante l'amour de sa terre au synclavier avec une rare ferveur communicative.

Bretons, Corses, Basque, ils seront tous à la Fête, attestant que par-delà les langues et les terroirs, les cultures et les itinéraires, particularismes et différences tracent le chemin de la tolérance et de la fraternité.

Françoise Roby

"Les 48 heures de la Fraternité", les 2 et 3 juillet au parc paysager du Bourget. Tél. 16 (1) 42 8814 90.



Tri Yann, un équipage qui tient le cap depuis 24 ans.

Il était une fois la vie

● Dans bio-logie, il y a vie ; dans éco-logie, il y a maison ; dans les deux il y a théorie. Mais la pratique qui fait que ces mots sont à la mode c'est cette partie de vie qui, à la manière d'un cancer, se développe anarchiquement au détriment du reste du monde vivant. L'homme, à force de s'auto-attribuer toutes les priorités, risque pour de bon de casser la baraque et en prend conscience. Le pire est qu'à force de ne guère fréquenter que ses congénères, il méconnaît de plus en plus les autres êtres vivants qui constituent ce tout à l'équilibre fragile que l'on nomme nature. La biodiversité étant la condition de notre survie, apprenons à connaître cet autre qui n'est jamais que notre indispensable alter ego.

"Des baleines, des bactéries et des hommes",
ROBERT BARBAULT,
Odile Jacob, 230 p., 150 F.

● L'autre court, saute, vole, nage, escalade... Dans le monde animal, le mode de locomotion détermine souvent la réussite d'une espèce. Détermine ? Et l'évolution ? Le parallèle avec "l'instinct de paresse" propre au genre humain est tentant.

"Mouvement animal et évolution",
JOSEPH REICHHOLF,
Flammarion, 240 p., 130 F.

● Très récente, finalement, cette biologie moléculaire qui fait régulièrement la une des médias. Pour démystifier une discipline dont les applications sont autrement plus nombreuses que celles que lui attribue la polémique.

"Histoire de la biologie moléculaire",
MICHEL MORANGE,
La Découverte, 260 p., 198 F.

● Psychogénéalogie. Encore un mot tout neuf qui recouvre, en quelque sorte, la part non génétique du patrimoine héréditaire. Singulier.

"Cette famille qui vit en nous",
CHANTAL RIALLAND,
Robert Lafont, 250 p., 119 F.

● A offrir ou à se faire offrir, sinon pour tout savoir, du moins pour savoir un peu de tout.

"La science en 1001 leçons",
JAMES TREFIL,
InterEditions, 290 p., 139 F.

Vanda Gervasio

Sciences

COUPS DE CŒUR

Les dix années qui ont fait l'Impressionnisme

En cette année 1859, l'événement c'est le Salon installé au Palais de l'Industrie. C'est le dernier pour Delacroix et le premier pour Pissarro. Manet et Millet ont été refusés. Bref, c'est un tournant et chacun comprend, même les critiques les plus obtus, qu'académisme et scènes de genre ne sont plus de saison. L'exposition actuelle du Grand Palais s'ouvre sur l'évocation de ce salon décisif. Si la chronologie est essentielle pour comprendre et sentir la progression d'une expression qui tient autant de la recherche, de la réflexion que de la libre impression, l'exposition est également heureusement thématique. Ce parti pris qui favorise les rapprochements entre sujets : le Trouville de Courbet et Whistler, la Grenouillère, guinguette de Bougival, de Monet et Renoir, permet une confrontation entre les manières de voir et témoigne d'une sorte de dialogue qui se poursuit d'un salon à l'autre entre les peintres. Avec 180 tableaux provenant des grandes collections publiques et privées d'Europe et d'Amérique du Nord, on suit l'éclosion de cette formidable Ecole, la plus populaire certainement, peut-être parce qu'elle reflète les interrogations et les attentes de créateurs conscients de vivre et de participer à la naissance d'une ère nouvelle. Cette "peinture de démocrates" qui traduit une foi jubilatoire dans la modernité, la lumière et le bonheur de la couleur, foi galvanisée par l'obligation de se battre pour être, ces œuvres tellement célèbres qu'elles appartiennent à notre paysage mental, réservent aux visiteurs les plus blasés un authentique bonheur : l'émotion de la confrontation avec l'original, face-à-face privilégié, émerveillement enfantin d'avoir à soi, "pour de vrai", "La repasseuse" de Degas, "La chanteuse des rues" de Manet, "Le bord de la mer à Sainte-Adresse" de Monet, "L'hermitage" de Pissarro, "Le chemin de Louvecienne" de Renoir, œuvres que l'on connaît sans parfois les avoir jamais vues. Mais cette exposition peut aussi permettre la découverte de Bonvin, Breton, Flandrin, Hébert, Troyon qui, pour n'être pas les plus illustres, témoignent de la vitalité d'une Ecole-manifeste.

Impressionnisme. Les origines 1859-1869.
Galeries nationales du Grand Palais.
Du 23 avril au 8 août 1994.
Tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 20 h.
Le mercredi de 10 h à 22 h.

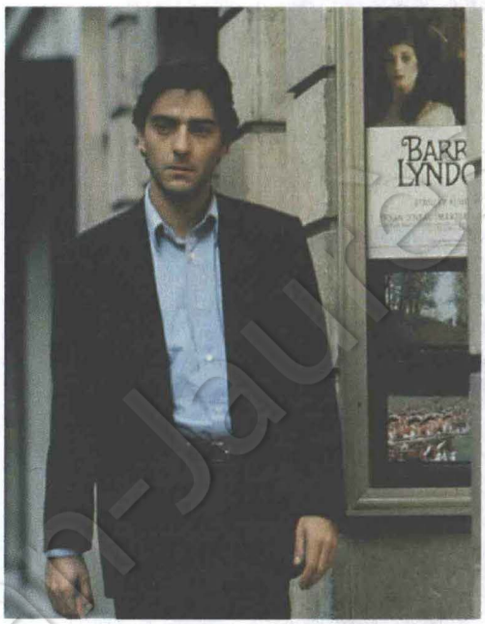
Cinéma

Espions et meurtriers

"Les Patriotes". Un très gros budget pour cette mise en scène d'Eric Rochant, révélé par "Un monde sans pitié". Où l'on trouvait déjà Yvan Attal qui interprète ici Ariel Brenner, agent sans états d'âme de la section 238. L'une des plus dures du Mossad, le service secret de renseignement israélien. Au Moyen-Orient, la réputation de ces agents est mythique. En Israël même, où ils s'avèrent essentiels à la survie du pays, ils sont considérés comme des héros, passés maîtres dans l'art de la manipulation. Eric Rochant tente de nous démontrer, au cours de deux récits d'espionnage, qu'ils sont un mal nécessaire.

"J'ai pas sommeil" de Claire Denis. Inspiré par l'affaire Thierry Paulin, ce meurtrier d'une vingtaine de vieilles dames du XVIIIe arrondissement de Paris. Noir, homosexuel et sidéen. Mort en prison avant d'être jugé. Mais ce fait divers n'est qu'un prétexte pour décrire un quartier, des ambiances troubles et des personnages interlopes. Telle Daïga, la lithuanienne, venue chercher du travail en France, ou la patronne de l'hôtel, interprétée avec bonheur par Line Renaud. Et puis des gens qui rôdent, la nuit, à Montmartre ou à Pigalle. Car le véritable sujet du film c'est l'errance et les rencontres éphémères avec les personnages qui ont côtoyé les victimes ou le meurtrier. Plus que le portrait d'un tueur, la peinture de la société qui l'entoure.

Claude Polak



Yvan Attal dans "Les Patriotes".

Télé

Guerre sur gazon

Ce n'est pas parce qu'ils sont les meilleurs que les Allemands collectionnent les victoires en Coupe du monde de football, mais parce qu'ils ont la rage de vaincre, de la discipline, un fort esprit d'équipe. Et qu'ils font peur. Si les Français perdent régulièrement, c'est que le caractère national les pousse à un excès de fantaisie et d'imagination. Légers, individualistes, ils souffrent aussi de "l'effet Poulidor" qui les entraîne inéluctablement vers un défaitisme fatal. "Problème mental." Dans le cadre d'une série d'émissions sur les grandes nations européennes, à l'occasion des prochaines élections, Transit, sur Arte, étudiait les relations franco-allemandes à travers le ballon rond. Guerre sur gazon qui vit, en 1935, la croix gammée flotter au-dessus du Parc des Princes. Signe prémonitoire, selon Marc Ferro qui assistait, gamin, à l'événement. Le risque de ce genre d'émission, c'est de donner des pays une vision simplificatrice, schématique, de les figer dans des caractères "nationaux" innés. De toute éternité et à jamais, les Allemands sont ceci, les Français cela. Ainsi commence le nationalisme et, au delà, le racisme : les Blancs, les Noirs, les Juifs, les Aryens. Pelouse glissante. Attention aux dérapages !

Evelyne Le Garrec

Chevalet en plein air

La découverte de la forêt, la soif de nature, le plaisir de travailler en plein air, il n'en fallait pas plus pour qu'un groupe d'amis prenne l'habitude de dessiner et de peindre à Fontainebleau. Corot d'abord, dès 1820, puis Rousseau, Diaz de la Pena, Daubigny, Millet. Ces paysagistes, ces animaliers, ces "hommes de labour", ces originaux vont élever à la renommée d'Ecole un petit village de charbonniers et de paysans : Barbizon.
En réalité, ce plaisir de la lumière et des couleurs ouvre la voie à l'Impressionnisme.

"Les peintres et leur Ecole : Barbizon. Les origines de l'Impressionnisme",
André Parinaud. Bonfini, Adam Biro, 192 p., 295 F.

Impressionnisme en poche

"Ecole d'inachevés et d'infatués" selon un critique du "Figaro" de 1874, l'Impressionnisme est aujourd'hui le courant qui suscite le plus grand nombre d'ouvrages, de monographies, de catalogues. Ce petit panorama qui n'a l'air de rien fourmille de documents, de repères, de renseignements, d'indications rares ou tellement banales qu'on ne sait souvent où les trouver. Cadrés entre le Salon des Refusés de 1863 et la dernière exposition de 1886, se succèdent chronologie, éclairage sur les académies et les ateliers, salons marquant les étapes menant de la contestation à la reconnaissance. Pour chacun des maîtres de l'illustrissime Ecole, lire absolument le petit guide qui lui est consacré. Par sa construction en forme d'album mêlant les types de documents, le peintre devient aussi acteur de son temps.

"Au temps de l'Impressionnisme",
Dominique Lobstein. Découvertes Gallimard, 79 p., 415 F.

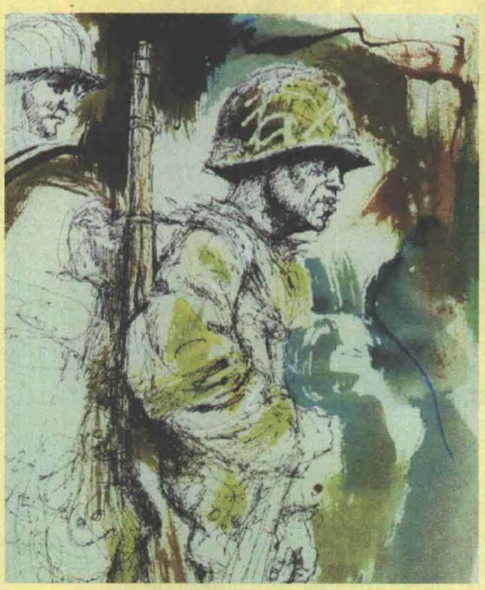
F.R.

Livres

Fondation Le Corbusier-Jauzac

LE JOUR LE PLUS LONG

de CORNELIUS RYAN
illustré
par JACQUES PECNARD



Le livre référence du débarquement

Nul ne s'est exprimé avec autant de véracité et n'a décrit avec autant de justesse et de sensibilité les acteurs de cette grande épopée contemporaine.

- Cet ouvrage, réalisé dans une édition exceptionnelle et de grande bibliophilie, a été illustré par Jacques Pecnard, grand portraitiste et illustrateur des livres du général De Gaulle.
- 2 volumes reliés plein cuir rouge, ornés au fer à dorer, illustrés de 24 hors-texte en couleurs et 40 dessins in-texte...
- Tirage limité à 1.944 exemplaires.

Pour informations complémentaires

Votre nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Tél. personnel.....
Tél. professionnel.....

à retourner à :

MECENAS CONSEIL
91, rue du fg Saint-Honoré 75008 Paris
Tél. : 44 71 36 00 - Fax : 47 41 36 29

guide des débats



les "48 heures de la Fraternité", c'est aussi l'Espace-réflexion : une série de débats sur les questions clés qui préoccupent notre société. Ces débats seront animés en collaboration avec les partenaires extérieurs au PS. Expression, dialogue et ouverture sont au programme.

Service public et citoyenneté dans l'Union européenne, avec la Ligue des droits de l'homme.
Sujets traités : mission et gestion du service public ; le service public, facteur de cohésion nationale et de citoyenneté ; pour une charte européenne des services publics face à la dérégulation internationale.

L'insertion à l'économie solidaire ?
Sujets traités : définition et origine de l'insertion, mise en place des structures, utilité de l'insertion, est-ce que cela perturbe ou non le marché du travail (concurrence "déloyale" ou défrichage de nouveaux métiers ?), bonne conscience ou engagement réel des entreprises.

L'insertion au quotidien : quels outils pour quels résultats, avec "Communes de France".

Une autre politique économique, oui, mais laquelle ?

La réduction du temps de travail, mirage ou réalité ? avec, pour ces deux débats, "Alternatives économiques".

Protection sociale, santé : citoyen solidaire ? Avec "Espace européen".
Sujets traités : les rapports entre l'économie et le système social (financement, organisation, privé-public). L'efficience du système de protection sociale : faut-il dépenser plus ou mieux ? Faut-il "reprioriser" nos prestations sociales (lutte contre l'exclusion, politique familiale, etc.) ? Faut-il lier droit aux prestations et revenus (vers des "inégalités sociales positives") ? La réforme de la décision publique ou l'avenir des rapports entre l'Etat, les partenaires sociaux (patronat et syndicats), la Mutualité, les associations, les collectivités territoriales.

La drogue aujourd'hui ?
Sujets traités : dépénalisation/légalisation, aide médicale et sociale (insertion) aux toxicomanes, réduction des risques, prévention.

Le sida : la maladie au quotidien
Sujets traités : les répercussions de la maladie sur la vie sociale et économique des malades. L'accès au soins. Prévention. Réduction des risques.

La recherche : quelle exigence démocratique ?
Sujets traités : recherche fondamentale et recherche finalisée, les comités d'éthique/ les questions posées par la génétique. Peut-on se passer d'un programme de vulgarisation scientifique ?

Le combat des femmes est-il toujours d'actualité ?
Sujets traités : travail, salaire parental, contraception/IVG.

L'environnement-développement : quelles énergies pour un monde vivable ? Avec Yves-Bruno Civel de "Système solaire".

L'aménagement du territoire : une société solidaire : ville/campagne. Avec "Politique parlementaire".

Politique de la ville : rêve gâché ?
Sujets traités : bilan de la politique de la ville de ces dix dernières années ; la politique de la ville peut-elle répondre à toutes les questions que pose la ville ? Quelles sont les demandes et les attentes ? Y a-t-il un clivage droite/gauche sur la politique de la ville ?

Peut-on encore réformer le système scolaire ?

La culture. Avec "Esprit".

Les médias : quels contre-pouvoirs ? Avec "Esprit".

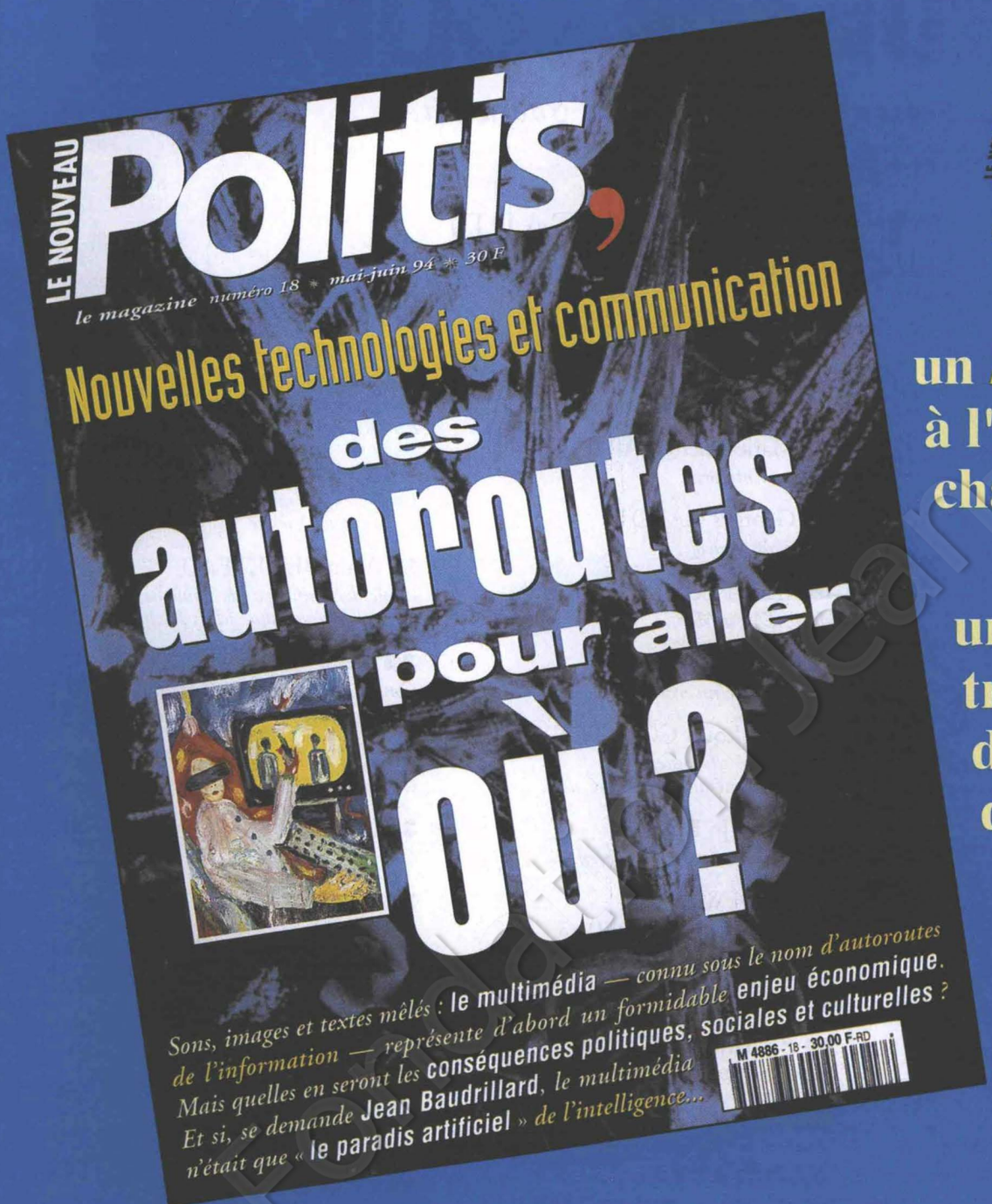
Nord/Sud : semblables ou différents ? Avec "Le Courrier de l'UNESCO.

Religion et politique : antinomiques ou complémentaires ?

La gauche existe-elle encore ? Avec "Le Nouvel Observateur".

Fondation Jean-Jaurès

Politis, le magazine, chez votre marchand de journaux



LE NOUVEAU Politis, c'est aussi ...

un *hebdomadaire* à l'esprit critique chaque jeudi

une *revue* trimestrielle de débats et de réflexion

Offre spéciale : 250 F
14 numéros
(hebdo + magazine + la revue)

❑ Je commande ..... exemplaire(s) de *«Les autoroutes de l'information»* (30 F le numéro)

❑ Je m'abonne (250 F)

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Chèque à l'ordre de : «Politis Editions SA» 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil
Tél. : (1) 49 88 29 00 - Fax (1) 48 57 31 16

Coll. Fondation Jean-Jaurès

• BULLETIN DE VOTE • ELECTIONS EUROPEENNES • 12 JUIN 1994 •

LISTE EUROPE SOLIDAIRE

présentée par le Parti Socialiste

1 MICHEL ROCARD
Maire de Conflans-Ste-Honorine

2 Catherine TRAUTMANN
Maire de Strasbourg,
Député au Parlement Européen.

3 Bernard KOUCHNER
Médecin.

4 Danielle DARRAS
Vice-président du Conseil général
du Pas-de-Calais,
Adjoint au Maire de Liévin.

5 André LAIGNEL
Maire d'Issoudun.

6 Nicole PERY
Conseiller régional d'Aquitaine,
Vice-président du Parlement Européen.

7 Jack LANG
Maire de Blois.

8 Frédérique BREDIN
Maire de Fécamp.

9 Pierre MOSCOVICI
Conseiller général du Doubs.

10 Elisabeth GUIGOU
Conseiller régional
de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

11 Jean-Pierre COT
Maire de Coise-Saint-Jean-Pied-Gautier,
Député au Parlement Européen.

12 Pervenche BERES
Administrateur de l'Assemblée Nationale.

13 François BERNARDINI
Adjoint au Maire d'Istres,
Vice -président du Conseil général
des Bouches-du-Rhône.

14 Michèle LINDEPERG
Professeur.

15 Gérard CAUDRON
Maire de Villeneuve-d'Ascq,
Député au Parlement Européen.

16 Marie-Arlette CARLOTTI
Cadre d'Entreprise.

17 Georges GAROT
Exploitant agricole.

18 Marie-Noëlle LIENEMANN
Maire d'Athis-Mons.

19 Olivier DUHAMEL
Professeur d'Université.

20 Jean-Louis COTTIGNY
Ouvrier Métallurgiste,
Conseiller général du Pas-de-Calais.

21 Marie-Jo DENYS
Député au Parlement Européen.

22 Henri WEBER
Adjoint au Maire de Saint-Denis.

23 Marie-Thérèse MUTIN
Maire de Cessey-sur-Tille.

24 Bernard POIGNANT
Maire de Quimper.

25 Marlène MELISSE
Membre du Comité Economique et
Social de la Guadeloupe.

26 Jean-Pierre BEL
Conseiller régional de Midi-Pyrénées.

27 G. DOMENACH-CHICH
Inspecteur général de la Jeunesse
et des Sports.

28 Alain CLAEYS
Conseiller général de la Vienne,
Conseiller régional de Poitou-Charentes.

29 George PAU LANGEVIN
Déléguée Nationale
chargée des originaires
des DOM-TOM en métropole.

30 Colette GADIOUX
Conseiller général
de la Haute-Vienne.

31 Alain BENETEAU
Conseiller municipal de Toulouse,
Conseiller régional de Midi-Pyrénées.

32 Marie-Claude VAYSSADE
Conseiller municipal de Vandœuvre,
Député au Parlement Européen.

33 J.-C. CAMBADELIS
Consultant.

34 Martine ROURE
Conseiller municipal de Lyon.

35 Georges LOUISOR
Consultant
pour les relations
économiques Antilles-Europe.

36 Isabelle THOMAS
Chargée de Mission.

37 Gérard GOUZES
Maire de Marmande,
Conseiller général du Lot-et-Garonne.

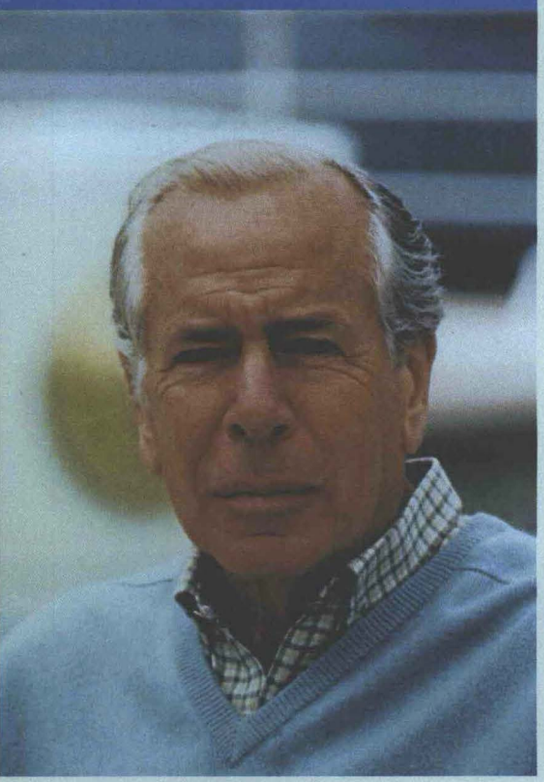
38 Claire DUFOUR
Demandeur d'emploi.

39 Michel BONNOT
Président fondateur
d' "Aide Médicale Internationale".

40 Françoise LAURANT
Conseiller municipal de Grenoble,
Conseiller régional
de Rhône-Alpes.

ENSEMBLE

Collection Jean Jaurès



Jean Daniel

Auteur d'une dizaine d'ouvrages parmi lesquels "Les Religions d'un président" et "La Blessure", Jean Daniel, directeur du "Nouvel Observateur", a toujours intimement lié littérature, histoire et politique. Il vient de recevoir le Prix Albert Camus pour son dernier roman "L'Ami anglais".

Editorialiste, dur métier !

En novembre 1994, cela fera trente ans que j'ai créé le "Nouvel Observateur", avec certains de mes amis. Pendant trente ans j'ai joué un rôle d'animateur, de fédérateur des équipes, et je devais également définir la ligne dans un éditorial, fruit de consultations, de réflexions et de contestations. C'était dur de tout faire, diriger et écrire en même temps. Sans compter les livres que j'écrivais et auxquels je tiens au moins autant qu'au journalisme. Depuis trois ans j'ai délégué des pouvoirs à Laurent Joffrin, Serge Lafaurie et Pierre Benichou, ainsi qu'à Josette Alia. J'ai donc plus de liberté pour me consacrer à l'éditorial. Quand nous avons décidé que le phénomène audiovisuel était tel qu'il fallait conduire le lecteur à regarder ce qui peut l'enrichir et à se détourner de ce qui peut l'abaisser, nous avons publié un supplément : "TéléObs". Claude Perdriel m'a convaincu de faire, au moins pendant la première année, un second éditorial sur la philosophie de la télévision. Je ne rends pas compte des émissions, Françoise Giroud le fait avec brio. Mais je regarde en particulier les débats. Dès que se pose un problème de censure, de vérité ou d'innocence de l'image, je prends parti.

Auriez-vous souhaité avoir des responsabilités politiques ?

Je ne suis pas un homme politique, je suis un observateur. Je n'ai jamais fait partie d'une organisation et n'ai jamais été, au sens strict, un militant. Je suis évidemment à gauche et j'ai adopté un mot de Camus qui disait : "Malgré elle et malgré moi, je mourrai à gauche". Après la victoire de 81, j'aurais pu avoir un poste politique. J'avais la confiance de François Mitterrand, il me convoquait souvent. Il m'a proposé d'être ambassadeur, j'ai refusé. Je pensais que j'avais plutôt un rôle à jouer auprès de lui et à mon journal. La politique internationale m'intéresse et j'aurais accepté un passage au Quai d'Orsay. Mais je ne crois pas que j'étais fait pour les responsabilités politiques. J'aime trop ma liberté, mon indépendance de jugement et mes caprices. Et puis je pensais que j'étais plus utile à l'extérieur. A la fois pour accompagner des actions quand elles me paraissaient bonnes et pour les critiquer quand elles me paraissaient mauvaises. Quand on se rapprochait des valeurs de solidarité, j'étais pour. Quand on se rapprochait des valeurs de compétition, j'étais contre.

Pour vous, le monde va-t-il vers le pire, comme en Bosnie, en Algérie ou au Rwanda, ou vers un avenir meilleur, comme en Israël ou en Afrique du Sud ?

J'ai passé une partie de ma vie à lutter au Proche-Orient et quelquefois avec des positions propalestiniennes très contestées, étant donné ce que je suis. Pour moi, cette paix constitue un tournant capital. Avec l'Afrique du Sud, voici deux événements éminemment positifs qui font croire au progrès humain. Avant ces deux événements, j'en étais arrivé à un pessimisme profond. Depuis l'après-communisme, il n'y a rien de plus naturel pour l'homme que de haïr l'homme, surtout si c'est son voisin et s'il lui ressemble. Léon Blum, au contraire, du fond de sa prison, après son procès humiliant, a publié un message dans lequel apparaît une foi incroyable en l'humanité. Pour lui, l'humanité c'est un peu cette conscience collective dont parlait Durkheim. Elle représente les hommes, tout en leur étant extérieure. Elle les transcende et parcourt les siècles avec de temps en temps une petite avancée. Moi, j'étais plus proche de Schopenhauer, c'est-à-dire que j'avais cette sorte de pessimisme qui me faisait considérer comme un miracle tout ce qui était positif. C'est une disposition qui permet de vivre heureux, parce que si l'on pense que tout est mauvais, chaque fois qu'il vous arrive quelque chose de bien, c'est un miracle.

Vous venez de publier "L'ami anglais" (1), un roman et deux nouvelles, qui se déroulent pendant la seconde guerre mondiale. Ces romans répondaient-ils à un besoin ?

J'ai fait la guerre avec la division Leclerc. J'ai été un témoin très investi dans la guerre d'Algérie et au Proche-Orient. C'est avec cette matière personnelle, celle de mon époque, que j'ai voulu exprimer certaines attitudes, certaines visions à travers des personnages de fiction. Mes héros ont tous fait la guerre, sont tous allés en Tripolitaine et ont tous fait partie de la division Leclerc. C'étaient de très jeunes gens, à une époque de destins funestes et de morts violentes. Ils ont eu l'impression de "mourir volés", selon l'expression de Louis Guilloux, qui m'a beaucoup influencé dans la vie. De mourir volés de leur idéal, de ce qu'ils pensaient faire dans la vie. Ils partaient triomphants, souvent incroyablement doués, et ils ont été fauchés par le destin.

> La paix au Proche-Orient constitue un tournant capital. Avec l'Afrique du Sud, voilà deux événements qui font croire au progrès humain.

Pourquoi ce besoin de revenir cinquante ans en arrière ?

Pour trois raisons. Tout d'abord, parce que les souvenirs reviennent, surtout s'ils ont été refoulés. Je n'ai jamais parlé de ma guerre, j'avais l'impression que c'était m'enraciner dans de mauvais souvenirs. Ensuite, pendant cette guerre, j'ai assisté à des épreuves où l'homme se révélait. J'ai toujours pensé qu'il y avait à se situer par rapport à sa propre peur. Enfin, c'est là que j'ai rencontré les personnages les plus forts et les plus romanesques. En particulier ce Maltais, un personnage d'une telle force que j'ai eu envie de lui redonner vie. Si j'étais resté dans les essais politiques ou philosophiques -puisque, par exemple, je me prépare à écrire sur l'importance du retour du religieux en cette fin de siècle-, ce personnage qui était en moi n'aurait pas existé.

Pour conclure, saviez-vous que "Vendredi" a un précédent et que c'est moi qui, le premier, dans "Le Temps qui reste" ai rappelé son existence ? Quand j'avais quinze ans, le premier "Vendredi", dirigé par André Chamson et Jean Guéhenno, a formé mon adolescence. J'y ai découvert le "Journal" d'André Gide et les écrits de Malraux.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Ed. Grasset. 245 p., 100 F.

Devinez qui vous invite à faire la fête les 2 et 3 juillet ?



Les 48 heures de la fraternité

Bob Dylan ★ Willy DeVille ★ Sens Unik ★ **I AM** ★ Soon E MC ★ Last Poets ★ Alliance Etnik ★ Pigalle ★ Kent ★ Au P'tit Bonheur ★ Nilda Fernandez ★ **Charlélie Couture** ★ Alana Fillipi ★ Rachel Des Bois ★ Mano Solo ★ Morphine ★ Les Satellites ★ **Stéphan Eicher** ★ Le Train ★ Les Wampas ★ 4 Non Blondes ★ No One Is Innocent ★ Jad Wio ★ Sinclair ★ Wha.P ★ Beiggels Daisy Toasts ★ **Galliano** ★ Maceo Parker ★ Keziah Jones ★ Bernard Allison ★ **Pierre Perret** ★ Catherine Ribeiro ★ Odieu ★ Tri Yann ★ Romain Didier ★ Peio Serbielle ★ **Catherine Lara** ★ I Muvrini ★ Allain Leprest ★ Jo Privat & Raul Barboza & Paris Musette ★ Dany Brillant ★ Zoanet Côme S. ★ Malika Domrane ★ Manu Dibango ★ Idir ★ Cheb Mami ★ Ras Dumisani ★ Lokua Kanza ★ **Khaled** ★ D'Gary & Régis Gizavo ★ Edith Lefel ★ NG La Banda ★ Tanya Saint-Val ★ **Malavoi** ★ Beethova Obas ★ Jean-Michel Pilc ★ Francois Corneloup ★ Sylvain Beuf ★ Kartet....

PARC PAYSAGER DÉPARTEMENTAL-93-LE BOURGET

Fête et débats organisés avec le Parti Socialiste. Billets: Fnac, Virgin, militants du PS

RER LE BOURGET

ASSOCIATION POUR L'ORGANISATION DE LA FETE DU PARTI SOCIALISTE

Nom..... Prénom..... Adresse.....

Ville..... Code Postal..... Nombre de billets à 60F.....

Ci-Joint chèque de.....à l'ordre de AOFA, à retourner au Parti Socialiste, 10 rue de Solférino 75333 Paris Cédex 07 Tél. (1) 45 56 79 85

Fondation Jaurès